



REGION DE SEDHIOU
=====

DEPARTEMENT DE GOUDOMP
=====

ARRONDISSEMENT DE DJIBANAR
=====

COMMUNE DE DJIBANAR

**PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL
(PDC) DE DJIBANAR**

2018 - 2022

SEPTEMBRE 2018

Tables des matières

Tables des matières	2
Liste des tableaux	5
Liste des cartes	5
Liste des graphiques	5
Liste des abréviations	6
1. CONTEXTE	8
2. OBJECTIFS DU PDC	9
3. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PDC	9
4. PRESENTATION GENERALE	11
4.1. Chapitre 1 : Administrative et géographie	11
4.2. Chapitre 2 : Caractéristiques sociodémographiques	11
4.2.1 Le milieu humain	11
4.2.2. Occupation spatiale de la population	13
4.2.3. Répartition de la population par sexe et par âge	13
4.2.4. La composition ethnique et religieuse	14
4.2.5. Emploi et Migration	14
4.3. Chapitre 3. Caractéristiques physiques et climatologiques	15
4.3.1. Climatologie	15
4.3.2. Le Relief	16
4.3.3. Les sols	16
4.3.4. La végétation	18
4.3.5. La faune et l'avifaune	18
4.3.6. Les ressources en eau	20
5. BILAN DIAGNOSTIC DE LA COMMUNE	21
5.1. Chapitre 1 : Profil social	21

5.1.1.Éducation	21
5.1.1.1.Petite enfance	21
5.1.1.2.Enseignement élémentaire	22
5.1.1.3.Enseignement moyen secondaire	22
5.1.1.4.Enseignement arabo-coranique	23
5.1.1.5.Commodités	23
5.1.2.La santé	26
5.1.2.1.Infrastructures sanitaires	26
5.1.2.2.Le personnel de santé	26
5.1.3.L'hydraulique	28
5.1.3.1.Infrastructures	28
5.1.3.2.Accès à l'eau	29
5.1.4.L'assainissement, environnement et cadre de vie	31
5.1.5.Jeunesse, Sports	32
5.2. Chapitre 2 : Profil économique	33
5.2.1.Les Secteurs Productifs	33
5.2.1.1.L'agriculture	33
5.2.1.2.L'arboriculture	35
5.2.1.3.La pêche	36
5.2.1.4.L'élevage	38
5.2.1.5.Commerce	39
5.2.1.6.L'artisanat	41
5.2.1.7. Gestion des ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques	42
5.2.1.8.Culture	43
5.2.1.9.Allègement des travaux des femmes	43
5.2.2.Les secteurs d'appui à la production	45
5.2.2.1.Transport et communication	45
5.2.2.2.L'énergie	46
5.2.2.3.Les institutions de microfinance	48
5.3. Chapitre 3 : Profil gouvernance	48
5.3.1.Le conseil municipal	48
5.3.2.Répartition des conseillers par classes d'âge	48
5.3.3.Répartition géographique et l'appartenance politique	49

5.3.4.Le niveau d'instruction	49
5.3.5.Les Finances Locales	50
5.3.6.La société civile	51
5.3.6.1.Les groupements	51
5.3.6.2.Les comités de gestion	51
5.3.6.3.Les Associations et Organisations	51
6. PLAN D'ACTION	53
6.1. Problématique majeure de développement	53
6.2. Vision	53
6.3. Axes stratégiques	53
6.4. Objectifs de développement	54
6.5. Articulation du PDC avec le PSE et le PDD de Goudomp	57
6.6. Plan d'actions	58
6.7. Programme d'investissement	81
7. MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION	81
7.1. Mécanismes de mise en œuvre du PDC	81
81	
7.2. L'Objectif	81
7.2.1.Les Produits /résultats	81
7.2.2.Les Outils.	81
7.2.3.Les Acteurs clés	82
7.3. Le Suivi-Évaluation	82
7.3.1.L'Objectif	82
7.3.2.Les produits /résultats attendus	82
7.3.3.Les Outils.	82

Liste des tableaux

Tableau N°01 : Évolution de la population de la commune de Djibanar	13
Tableau N°02 : Répartition des villages suivant la population	13
Tableau N°03: Évolution de la pluviométrie décennale de Djibanar	18
Tableau N°04 : Répartition des élèves dans la CTP	24
Tableau N°05 : Synthèse des données sur les établissements scolaires	27
Tableau N° 06 : Synthèse données sur la santé à Djibanar	32
Tableau N°07 : Situation des latrines au niveau de la commune	38
Tableau N 08 : Tableau des intrants subventionnés de l'Etat	44
Tableau N 09 : Synthèse des données sur la pêche à Djibanar	48
Tableau N 10 : Répartition géographique des conseillers	64
Tableau N°10 : Appartenance politique des conseillers municipaux	64
Tableau N°11 : Répartition du budget de 2014 à 2018	68

Liste des cartes

Carte 1 : Présentation de la Commune de Djibanar	10
Carte 2 : Pédologie de la commune de Djibanar.....	19
Carte 3 : Occupation du sol dans la commune de Djibanar.....	22
Carte 4 : Infrastructures scolaires de Djibanar.....	28
Carte 5 : Infrastructures sanitaires de la commune de Djibanar.....	31
Carte 6 : Infrastructures hydrauliques de la Commune de Djibanar...	37

Liste des graphiques

Graphique 01 : Répartition de la population par sexe	14
Graphique 02 : Répartition ethnique de la population	15
Graphique 03 : Évolution de la pluviométrie des dix dernières années	18
Graphique 04 : Répartition par sexe Élèves de l'enseignement élémentaire	25
Graphique 05 : Situation des ménages connectés au réseau conventionnel	59
Graphique°06 : Répartition des élus locaux par classes d'âge	63
Graphique 07 : Niveau d'instruction des conseillers municipaux	65
Graphique N 08 : Évolution du budget de la commune	68

Liste des abréviations

AGR :	Activités Génératrices de Revenus
APE :	Association des Parents d'Elèves
ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
ARD :	Agence Régionale de Développement
ASC :	Agent de Santé Communautaire
ASC :	Association Sportive et Culturelle
BCIS	Bureau de Conseil et d'Ingénierie Sociale
SEMU :	Secrétaire Municipal
ASUFOR :	Association des Usagers du Forage
CADL :	Centre d'Appui au Développement Local
CAV	Cellule d'Appui et de Veille
CGCL	Code Général des Collectivités Locales
CLCOP	Cadre Local de Concertation des Organisations Paysannes
CPN :	Consultation Prénatale
CPE	Commission de Planification Elargie
CGE :	Comité de Gestion Ecole
CTP :	Case des Tout Petits
EFA :	Ecole Franco – Arabe
FINDEV	Cabinet Finances et Développement
GIE :	Groupements d'intérêts économiques
GPF :	Groupement de Promotion Féminine
IEC :	Information, Education et Communication
IEF :	Inspection de l'Enseignement et de la Formation
ICP :	Infirmier Chef de Poste
IST :	Infections Sexuellement Transmissibles
OCB :	Organisation Communautaire de Base
ODD :	Objectifs de Développement Durable
OMS :	Organisation Mondiale pour la Santé
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OP :	Organisation Paysanne

PAPSEN	Programme d'Appui au Programme National d'Investissement Agricole
PDC :	Plan de Développement Communal
PNDL :	Programme National de Développement Local
PUDC :	Programme d'Urgence de Développement Communautaire
PSE	Plan Sénégal Emergent
SDADL :	Service Départemental d'Appui au Développement Local
SDE :	Société Des Eaux
SDDR :	Service Départemental du Développement Rural
SENELEC :	Société Nationale de l'Electricité
TIC :	Technologies de l'Information et de la Communication

1. CONTEXTE

Le Gouvernement du Sénégal s'est engagé à procéder à la formulation de l'acte III de la décentralisation. La vision, qui guide la mise en œuvre de cette Réforme est «**d'organiser le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable, à l'horizon 2021**».

Dans ce contexte, l'option est de définir une nouvelle politique nationale de décentralisation qui permet de concrétiser cette vision. Spécifiquement, les objectifs visés sont :

- construire une cohérence territoriale par une réorganisation de l'espace et l'émergence de pôles de développement ;
- assurer la lisibilité des échelles de la gouvernance territoriale ;
- améliorer les mécanismes de financement du développement territorial et la gouvernance budgétaire.

Les principales innovations sont la communalisation intégrale avec la suppression des communautés rurales, l'érection des départements en collectivité territoriale et la suppression des régions en tant que collectivité locale. Il existe deux ordres de collectivités Territoriales : les communes et les départements. Cette option est clairement définie dans le nouveau Code Général des Collectivités Locales qui détermine l'organisation et le fonctionnement des conseils municipaux et départementaux et précise les rôles et responsabilités des élus locaux.

L'Acte III consacre, aussi, les PDC et PDD comme respectivement outils de planification de référence des communes et des départements.

Cette réforme intervient avec l'avènement du Plan Sénégal Emergent (PSE), en tant qu'instrument et cadre de référence de la politique de développement du Sénégal d'ici à 2035.

La planification étant une compétence transférée, les collectivités territoriales se trouvent dans l'obligation de se doter d'un Plan de développement (avec l'articulation et la cohérence entre le niveau central et le niveau opérationnel).

C'est au regard de tout ce qui précède que le PAPSEN a décidé d'appuyer un certain nombre de collectivités territoriales à élaborer leurs outils de planification. La commune de Djibanar a eu à bénéficier de cet appui.

A cet effet, un cabinet, avec l'encadrement technique du Comité Technique Régional (CTR) et l'appui sur terrain des membres du Comité Technique Départemental (CTD, a conduit ce processus d'élaboration.

2. OBJECTIFS DU PDC

L'objectif général du PDC est de disposer pour un horizon de cinq (05) ans d'un document cadre d'intervention dans lequel seront définies toutes les stratégies et actions devant tendre vers un développement harmonieux, équilibré et durable de la commune.

Spécifiquement, il s'agit de :

- établir une situation de référence ;
- élaborer le bilan diagnostic ;
- définir pour un horizon temporel de cinq (05) ans les options fondamentales de développement économique et social ; et
- mettre en place un dispositif pour l'exécution, le suivi et l'évaluation des projets.

3. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PDC

La méthodologie adoptée s'est déroulée en plusieurs phases et étapes itératives, toutes articulées autour du principe de l'approche participative.

Phase préparatoire

Elle est déterminante dans la mesure où c'est le Conseil municipal qui a émis une réelle volonté de doter la commune un Plan de développement .

Tout d'abord, le Maire a procédé à une délibération et une prise d'arrêté instituant la Commission de Planification Elargie (CPE).

Ensuite, un atelier de lancement est organisé par la municipalité dans une perspective de partager et de vulgariser l'information. Au cours de cette rencontre tous les acteurs locaux (élus, autorités administratives, religieuses et coutumières, acteurs de la société civile, partenaires au développement, organisations de jeunes, femmes et personnes vulnérables, presse, etc.) y étaient conviés.

Enfin, un zonage de la commune a été fait par les acteurs locaux, afin de faciliter le déploiement des équipes sur le terrain, pour la collecte de données et la tenue des ateliers zonaux de diagnostic.

Par ailleurs, des fiches de collecte sont adressées aux différents sectoriels pour un renseignement d'informations. Une revue documentaire secondaire a été faite par l'équipe du Cabinet avec l'appui des membres du Comité Technique Régional.

Phase de diagnostic

Elle est également décisive dans le sens qu'elle a permis de disposer d'un état des lieux de la commune. Cette phase a également permis aux différents acteurs de s'approprier le processus et de participer de façon effective et plus dynamique dans l'identification des atouts, faiblesses, opportunités et menaces qui sont déterminants dans la commune.

Phase mise en cohérence

Elle se veut un cadre de partage, d'harmonisation et d'articulation des données collectées avec les référentiels politiques de l'Etat, celles des services départementaux, régionaux, des projets et programmes présents dans le territoire communal. Cette mise en cohérence a permis à l'équipe du Cabinet de confronter les informations recueillies auprès des populations avec celles des sectoriels et d'en sortir avec un document présentant la situation de référence de la commune.

Phase de la planification

C'est l'étape de la formulation des solutions durables par rapport au diagnostic effectué durant la précédente phase. Tout d'abord, une vision est déclinée, voulue, acceptée et partagée par tous les acteurs de la commune. Ensuite celle-ci est définie dans des orientations stratégiques et des lignes d'action en adéquation avec les trois piliers du Plan Sénégal Emergent qui est l'outil de référence de la politique économique et sociale de l'Etat du Sénégal. Enfin, une priorisation, une programmation temporelle et une évaluation des coûts des actions sont faites.

Phase de la finalisation des livrables, Adoption et Approbation

Dans cette phase, le document final est rédigé et soumis à l'appréciation du Conseil municipal pour validation finale et adoption avant de le présenter à l'autorité administrative pour une approbation.

4. PRESENTATION GENERALE

4.1. Chapitre 1 : Administrative et géographie

La Commune de Djibanar est localisée dans le département de Goudomp qui constitue la partie Sud – Ouest de la région de Sédhiou (CF. carte N°1). Elle appartient à la commune d'arrondissement du même nom. Djibanar couvre une superficie de 105 km² sur les 1759 km² de la superficie du département de Goudomp (soit 0,05% du territoire départementale). La collectivité locale qui comptait vingt-neuf (29) villages officiels après le dernier découpage territorial de la commune en 2008, est lourdement affectée par la crise casamançaise et la porosité de sa frontière avec la Guinée Bissau. Cette situation a engendré le déplacement de vingt-trois (23) villages. Les populations de ces localités sont dispersées dans les villages restants et/ou entre les communes de Goudomp et Ziguinchor. Actuellement, la commune ne compte que six (06) villages dont : **Djibanar, Baconding, Birkama, Bafata, Kounayan et Klonia.**

Toutefois, avec les efforts de paix, de réconciliation et les dispositions prises par le gouvernement pour sécuriser la zone de Bafata par la mise en place d'un cantonnement militaire, les populations de ces villages déplacés émettent le désir de retour dans leurs localités. Ceci se matérialise avec le retour d'une famille maraboutique dans une localité dénommée **Singhère.**

Sur le plan géographique, la commune est limitée :

- à l'**Est** par la Commune de Simbandi Balante ;
- à l'**Ouest** par la commune de Goudomp
- au **Nord** par la commune de Djirédji par le fleuve Casamance
- et au **Sud** par la Guinée Bissau.

On y accède par route la nationale N°6 communément appelé route du Sud. Djibanar est à 110 Km de Kolda et 58 Km de Ziguinchor.

4.2. Chapitre 2 : Caractéristiques sociodémographiques

4.2.1. Le milieu humain

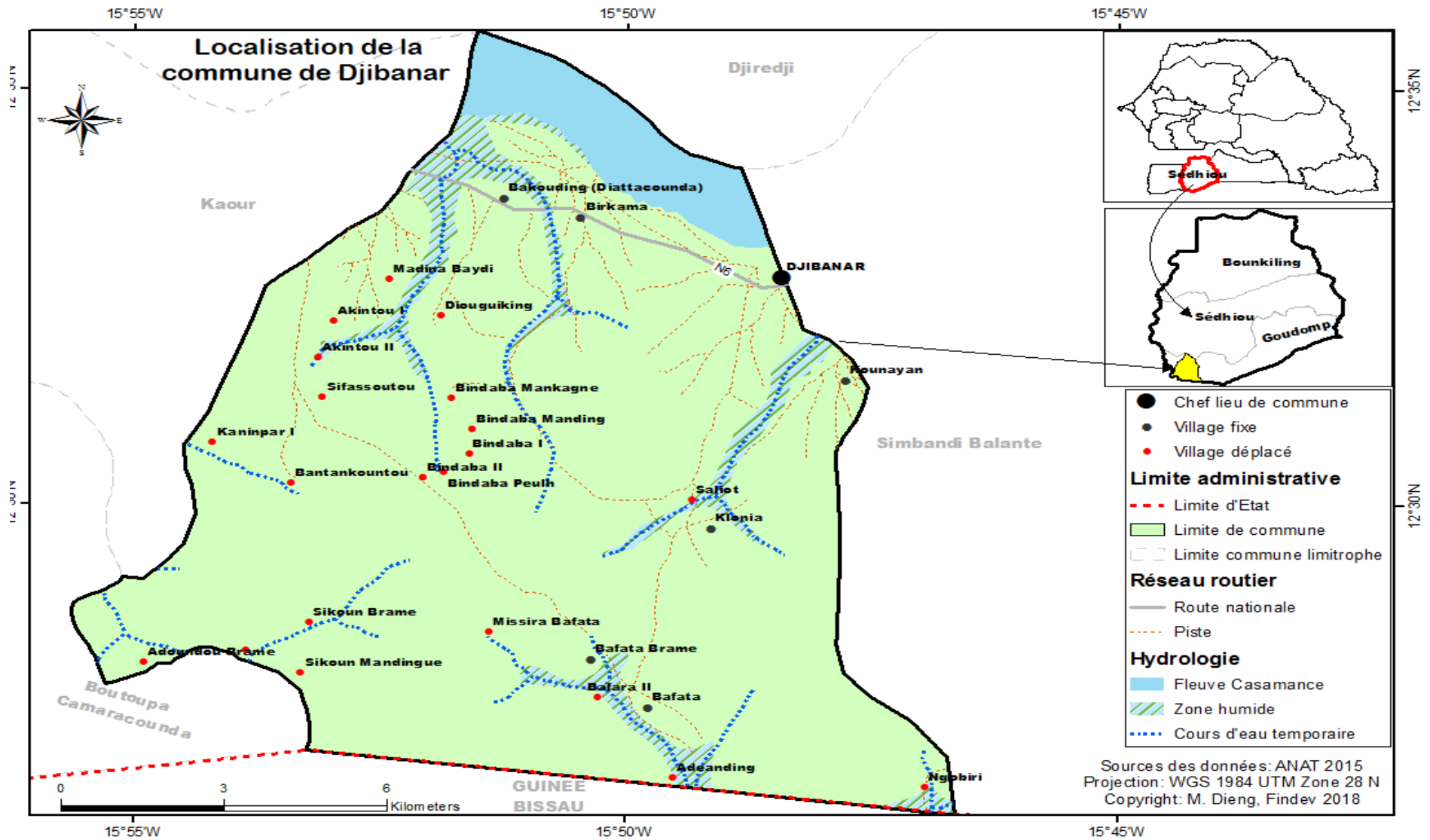
Selon le recensement administratif réalisé par la commune cette année, la population de la collectivité locale de Djibanar s'élève à **11 945** habitants en Avril **2018** alors qu'elle était estimée par les projections de population **2014** de l'ANDS à **10 900** habitants. Entre 2014 à 2018, on note une légère augmentation

de la population. En effet, elle est passée de **10 900** à **11 945 résidents** durant cette période (Cf. Tableau N° 2 ci-dessous) soit un taux de croissance de **3,86%**.

Tableau N°01 : Évolution de la population

Années	Population	Taux d'accroissement en %
2014	10 900	-
2016	11 265	3,34%
2018	11 945	3,86%

CARTE N°1 : PRESENTATION DE LA COMMUNE DE DJIBANAR



4.2.2. Occupation spatiale de la population

Si l'on tient compte de la superficie de **105 km²**, la commune de Djibanar a une densité de population d'environ **114 habitants au km²**. Elle compte **941 ménages** et **766 concessions** réparties dans **six (06) villages officiels**. La répartition spatiale de la population entre les villages, montre que l'habitat est homogène à dominance groupé sur les **six (06) villages**. Le ratio population / ménage donne une moyenne de **treize (13) personnes** par ménage.

Outre cela, il est à préciser que plus de la moitié de la population reste concentrée dans les villages de **Djibanar** (5 180 hbts), **Birkama** (2 273 hbts), **Kounayan** (1 812 hbts) et **Bacoding** (1 300 habitants). Les villages de Bafata et Klonia regroupent respectivement 1026 et 250 habitants.

Le tableau suivant montre la grande disparité de la répartition de la population par village

Tableau N°02 : Répartition des villages selon la population

Nombre d'habitants	Nombre de villages	Pourcentage (%)
Moins de 250 hbts	00	00
De 251 à 500 hbts	01	2,09
De 501 à 1500 hbts	02	19,47
De 1501 à 2500 hbts	02	26,06
De 2501 à 5000 hbts s	00	00
Plus de 5000 hbts	01	43,36
Total	06	100

Source: Commune de Djibanar et enquête diagnostic PDC

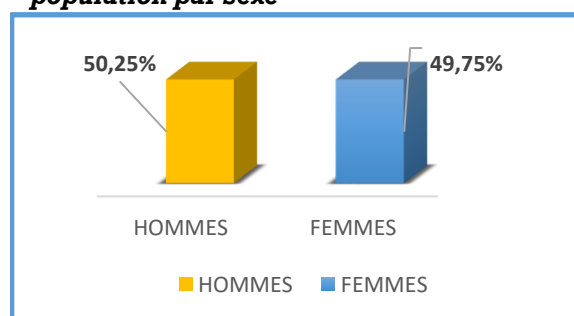
4.2.3. Répartition de la population par sexe et par âge

L'analyse des statistiques démographiques montre que la population de la commune Djibanar est majoritairement composée de jeunes. En effet, **43,95%** de la population ont moins de 16 ans. Cette classe d'âge combinée à celle comprise entre 16 et 35 ans dégage une proportion très forte estimée à **70%**.

Le rapport de masculinité de la population de la commune montre qu'il y a plus d'hommes que de femmes. En effet, les hommes représentent **6 002** soit **50,25%** des habitants contrairement

aux femmes qui font **49,75%** des résidants. Cette tendance ne suit pas la logique de la répartition de la population par sexe au Sénégal où on constate la situation inverse.

Graphique N°01 : Répartition de la population par sexe



Source: Commune de Djibanar 2018

4.2.4. La composition ethnique et religieuse

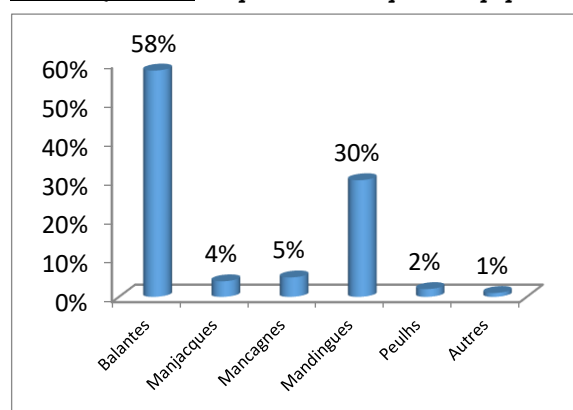
La composition de la population de la Commune est un brassage ethnique entre les Balantes,

Mandingues, les Mancagnes, les Manjacques, les peuls, les Diolas, les Wolofs, etc.

La répartition par grands groupes ethniques est la suivante :

- **Les Balantes**, représentant **58%** de la population. Ils sont éparpillés au niveau de la commune. Toutefois, ils sont plus concentrés au niveau du chef-lieu de la commune.
- **Les Mandingues** constituent **30%** des habitants. Ils sont plus rencontrés au nord et à l'ouest de la collectivité locale;
- **Les Mancagnes** représentent **5%** de la population totale ;
- **Les Manjacques** constituent **4%** des habitants ;
- **Les peulhs** qui représentent **2%** sont recensés de façon un peu dispersée dans la localité. Ils s'activent plus dans le commerce ;
- et d'autres ethnies minoritaires (**diolas, toucouleurs, wolofs, etc.**) qui représentent **1%**. Ces derniers hormis les diolas, sont attirés par les immenses potentialités naturelles de la commune surtout la pêche.

GRAPHIQUE N°02 : Répartition ethnique de la population



La religion de la commune de Djibanar, est dominée par l'Islam représentant **93%** de la population. La commune compte au total **20 mosquées**. Ces édifices religieux hormis la grande mosquée de Djibanar qui est chantier construction, sont pour la majorité, dépourvue, de points d'eau, de toilettes et de murs de clôtures. Le Christianisme est la seconde religion. Il est adopté par **6%** des habitants est plus présente dans la zone de Djibanar avec l'existence de **deux (02)** églises localisées respectivement dans les villages de **Birkama, Baconding** et d'une chapelle à **Djibanar**. Des croyances liées à l'animisme occupent les **1%** restant.

4.2.5. Emploi et Migration

La population de la Commune s'active autour diverses activités dont les principales sont citées ci-après :

- **l'agriculture** qui regroupe près de **64 %** des actifs,
- **les arboriculteurs** qui constituent **18%** de la population active,
- **la pêche** qui mobilise les **6%** des actifs,
- **l'élevage** malgré son importance, ne constitue de manière théorique qu'une minorité de la population active (**2%**),
- **le commerce** qui regroupe **7%** de la population totale ;
- **l'artisanat** qui occupe **3%** de la population totale et le commerce,

Le commerce avec la présence des peuls et l'artisanat sont, aussi, très pratiqués par les habitants de la commune.

La migration au sein de la collectivité territoriale est fortement rythmée par les flux internes et externes qui se manifestent à travers :

- **l'exode rural** : ce phénomène s'explique essentiellement le sous emploi en saison sèche. Aujourd'hui, certains jeunes se dirigent vers les grands centres pourvoyeurs d'emplois comme : Dakar, Ziguinchor, Kolda, etc.
- **la migration scolaire** : elle est pratiquée par les élèves et étudiants admis à poursuivre des études secondaires et supérieures. Ces derniers s'installent dans les collectivités avoisinantes, Ziguinchor, Bambey ou à Dakar. Cette proportion de jeunes élèves et étudiants semble très faible.
- **l'émigration** : ce mouvement qui prend de plus en plus d'ampleur permet de lutter pleinement contre la pauvreté. En effet, aujourd'hui une bonne partie des émigrés résidant en Europe et aux Etats Unis d'Amérique participent considérablement aux initiatives de développement de la commune.

Par ailleurs, des étrangers souvent constitués d'anciens fonctionnaires, viennent s'installer de plus en plus dans la commune.

Outres ces mouvements, des déplacements saisonniers sont observés et matérialisé par les pêcheurs Malien, Guinéens et même Ghanéens.

4.3. Chapitre 3. Caractéristiques physiques et climatologiques

4.3.1. Climatologie

La commune de Djibanar est située dans la zone éco-géographique sub-guinéen et soudanienne qui est caractérisée par l'alternance de deux saisons très contrastées.

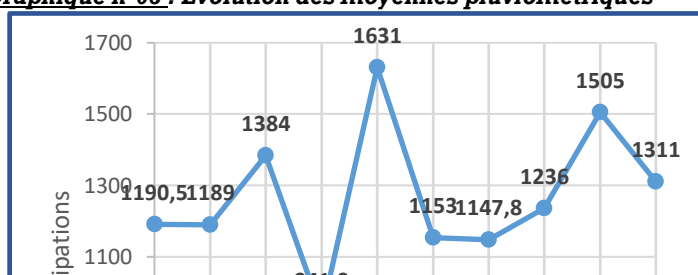
- **une saison sèche** qui dure sept mois et couvre la période de Novembre en Mai. Elle est marquée par la présence de l'Alizé qui vient de l'Ouest apportant de la fraîcheur et de l'harmattan venant du Nord-Est caractérisé par des vents chauds et secs.
- **une saison pluvieuse** qui s'installe de Juin en Octobre et durant laquelle la Mousson s'installe avec une température moyenne de 24°C. C'est le principal vecteur des précipitations estivales enregistrées dans la commune de Djibanar entre Juin à Octobre.

Les températures moyennes mensuelles les plus basses sont enregistrées entre décembre et janvier et varient entre 25 à 30°C, les plus élevées sont notées entre Mars et Juin avec des variations de 30 à 40°C. De par son positionnement, la commune est bien arrosée et se trouve entre les isohyètes variant de 1000 et 1500 mm avec une intensité maximale en Août et Septembre avoisinant les 2000 mm. L'analyse de l'évolution graphique révèle la moyenne annuelle décennale est de **1268,92 mm** pour un nombre moyen de **69 jours** de pluies. Toutefois, ces chiffres cachent d'importantes disparités liées aux fortes fluctuations des quantités d'eau enregistrées. Sur les dix dernières années, quatre (04) années ont enregistré une pluviométrie supérieure à la moyenne décennale.

Tableau N° 03 : Évolution de la pluviométrie

Année	Nombre de jours	Pluviométrie (mm)
2008	64	1190,5
2009	64	1189
2010	74	1384
2011	54	941,9
2012	81	1631

Graphique n°03 : Évolution des moyennes pluviométriques



Sur l'évolution graphique de la pluviométrie décennale, on peut observer qu'en **2011**, la précipitation est de **941,9 mm en 54 jours**. C'est la plus faible des dix (10) dernières années contrairement en **2012** où l'on observe la précipitation la plus importante, avec **1 631 mm** pour **81 jours** de pluie.

4.3.2. Le Relief

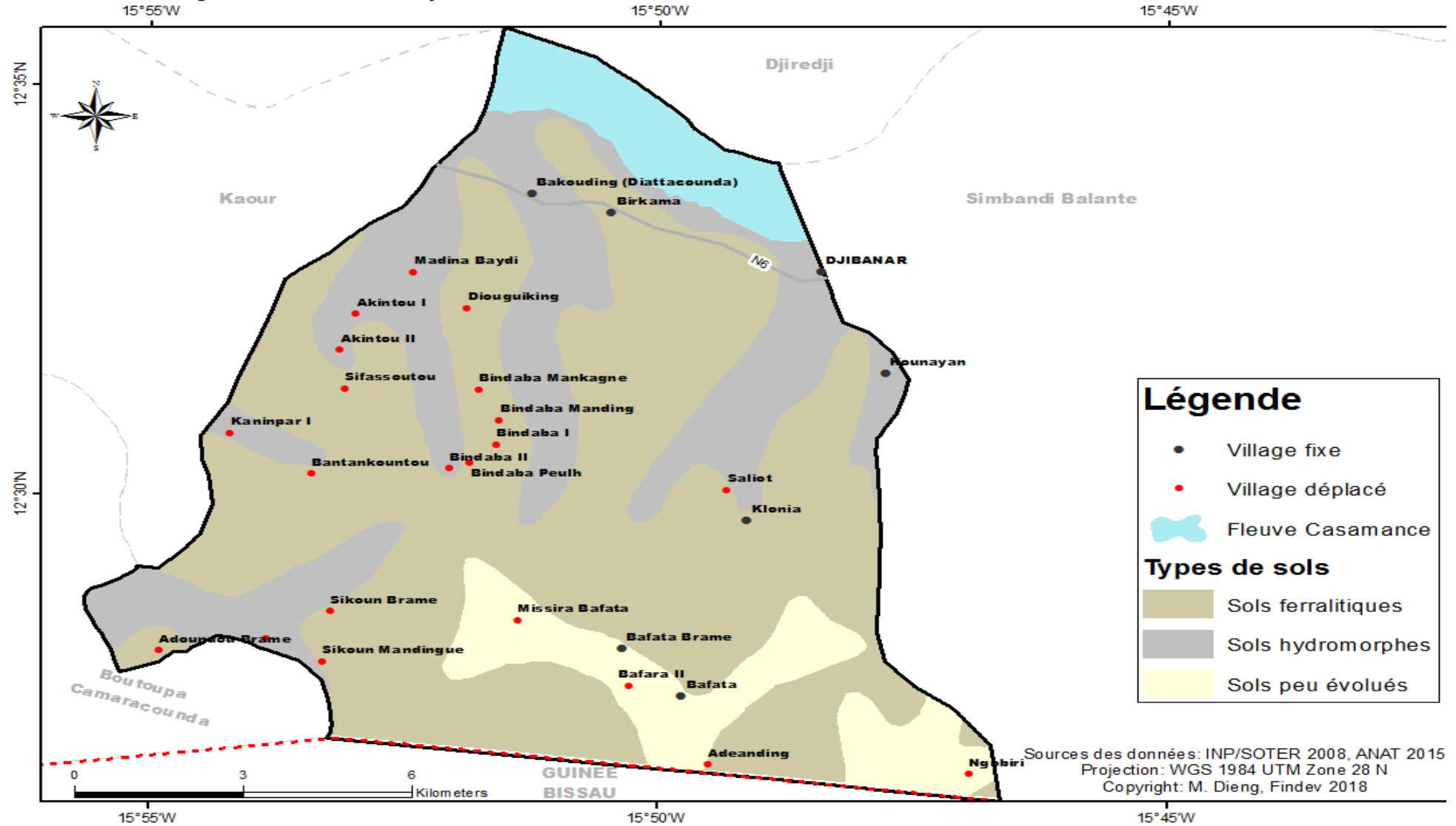
Le relief de la Commune de Djibanar est relativement dominé par un plateau mais décline progressivement en pente vers le fleuve Casamance qui constitue la limite Nord de la Commune. Toutefois, à l'image du topo séquence du relief du département, la pente est très faible, elle est de l'ordre de 1 à 2 %. On note cependant, une alternance des versants et des dépressions au niveau des bas – fonds que forment les vallées alluviales.

4.3.3. Les sols

La commune de Djibanar est caractérisée par quatre types de sol :

- **les sols ferrugineux tropicaux et/ou ferralitiques** communément appelés **Sols DECK** (un sol avec des propriétés hydromorphes) couvrent **70 %** de la superficie. Ils
- **Les sols hydromorphes ou sols gris** qui se situent au niveau des vallées et bas-fonds. Ils représentent près de **25 %** des surfaces. Ces sols sont propices à la riziculture et au maraîchage. Cependant, par endroits ils sont soumis aux phénomènes de salinisations qui sont une conséquence de la sécheresse et de la déforestation des arbres autour des vallées.
- **Les sols argilo limoneux localisés** sur les pentes des vallées. C'est le domaine des palmeraies et une zone apte à l'arboriculture et au maraîchage. Ils couvrent près de **4 %** des terres ;
- **Les sols hydro morphes à Gley salé** : ils se retrouvent surtout aux abords des parties sur le long de la rive droite du fleuve Casamance et représentent **1%** des terres. Ils sont issus du contact alluvial fluviomar. Ces sols sont rizicultivables en hivernage mais sont souvent exposés à l'intrusion de la langue salée.

CARTE N°02 : Pédologie de la commune de Djibanar



4.3.4. La végétation

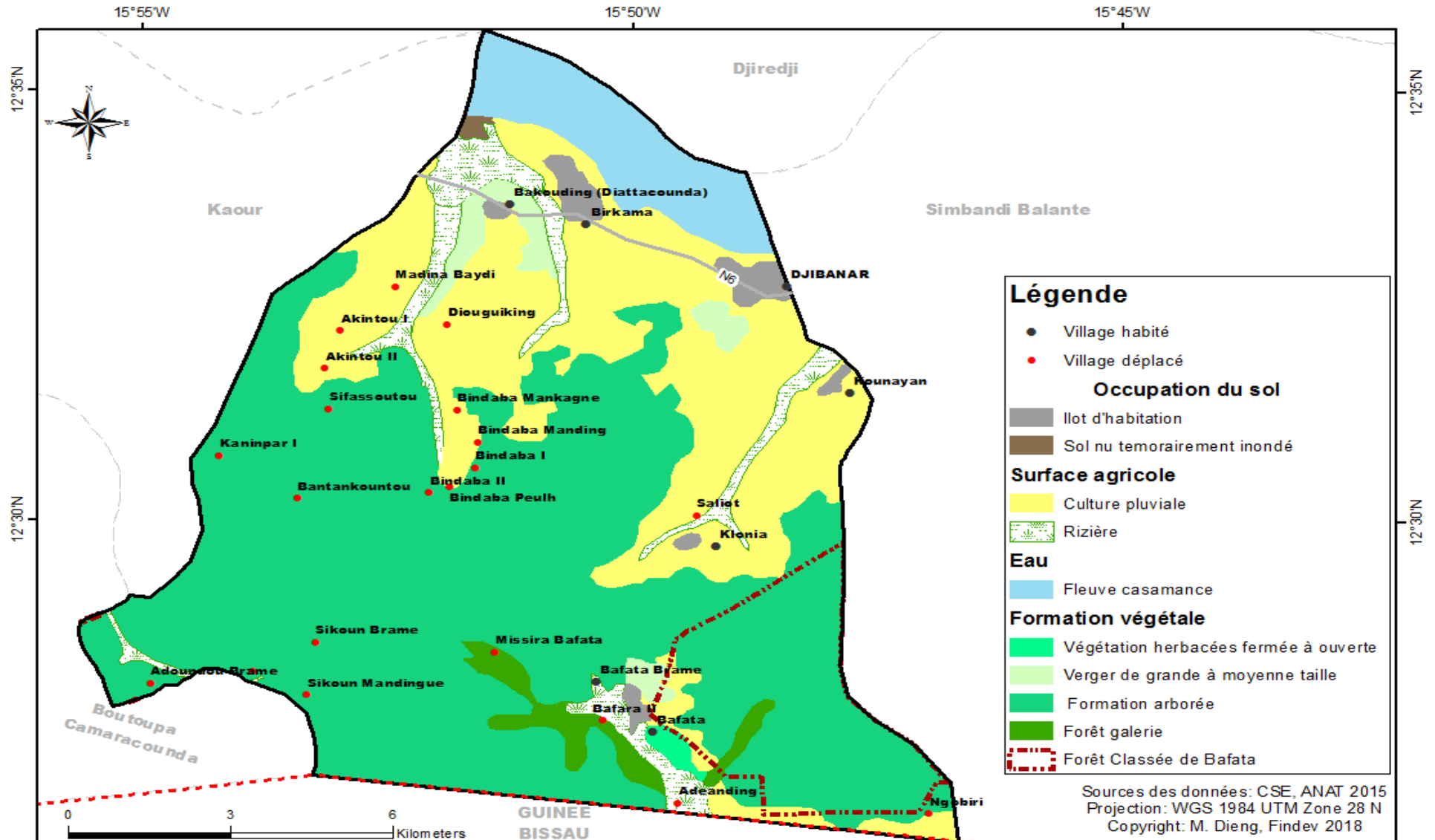
La commune dispose d'une végétation assez importante et remarquable surtout dans le Sud-Est de la commune. À l'image des ressources ligneuses du département qui sont qualitativement et quantitativement très riches, la végétation de la commune de Djibanar de type Soudano guinéen est composée de :

- la **strate arbustive et herbacée** est constituée pour l'essentiel de graminées, de combrétacées, de *Ficus glumosa*, les *Parian biglobosa* et les *Pterocarpus erinaceus*. Le tapis herbacé est une formation végétale très importante car elle constitue des pâturages indispensables pour l'élevage extensif. Ces essences servent de fourrage au cheptel.
- la **savane arborée**, plus riche au niveau du plateau, elle est composée en grande partie d'anacardiens (*Anacardium occidentale*), de manguiers, des agrumes, de Dimb (*Cordyia pinnata*), *Parkiabiglobosa* (Néré), de Taba (*Cola cordifolia*), etc. Ces essences sont utilisées pour l'alimentation des populations, l'artisanat d'art et d'autres besoins des ménages. Les feux de brousse et les coupes clandestines constituent un danger pour cette formation végétale.
- la **palmeraie** : la commune abrite d'importants **peuplements de palmiers à huile** (*Elaeis guineensis*) que l'on retrouve plus aux confins des vallées. Ils sont utilisés pour l'alimentation des populations,
- la **Rôneraie**, elle a été fortement dégradée par les coupes clandestines et les effets néfastes des années de sécheresse ;
- la **Mangrove** qui est un écosystème saumâtre, est composée de *Rhizophora racemosa* en bordure et *Avicennianitida* en vasière. Elle est localisée au nord de la commune (Birkama et Djibanar) sur le long du fleuve Casamance et dans les bolongs ;
- le **domaine forestier** classé de Bafata, la forêt semi-sèche dense, la forêt sèche claire

4.3.5. La faune et l'avifaune

À l'instar, de la région qui recèle un important potentiel faunique vivant dans les forêts classées et les forêts galeries qui constituent les dernières zones de repli des animaux, la commune de Djibanar avec sa **forêt classée de Bafata** constitue un habitat de prédilection des *Guib harnachés*, des *Céphalophes* et des *primates* (singes verts, colobe baie et cynocéphale) et des reptiles et rongeurs (serpents, gros lézards, écureuils, rats palmistes, lièvres). Quant à l'avifaune, elle est bien représentée au niveau des rivières et rizières, les espèces les plus rencontrées sont : les aigrettes, les pélicans, les cigognes et les oies de Gambie.

CARTE N°03 : OCCUPATION DU SOL DE LA COMMUNE DE DJIBANAR



4.3.6. Les ressources en eau

Il est constitué de trois types d'eaux de surface :

- Le **fleuve Casamance** qui arrose toute la partie Nord de la Commune notamment les Villages de Djibanar, Birkama, et Baconding et fournit une part importante des produits halieutiques (poissons et crustacés) débarqués à Goudomp et Ziguinchor ;
- Les « **bolongs** » assez nombreux et variés. Ils sont issus de nombreux bras engendré par le fleuve ;
- Les **mares temporaires** : elles sont assez nombreuses dans la commune de Djibanar et sont très fréquentées en période hivernale,

Deux (02) types nappes souterraines représentent les principales sources d'approvisionnement en eau de la commune. Elles sont à des profondeurs géologiques variables d'une zone à une autre.

- **La nappe phréatique d'eau douce et du continental terminal** dont la profondeur varie de 10 à 20 m est captée par les puits villageois
- **La nappe Maestrichtienne** : elle est obtenue à une profondeur de plus de 100 mètres avec des débits très importants d'où son exploitation par les grandes unités d'approvisionnement tels que les mini – forages et le forage de Djibanar.

5. BILAN DIAGNOSTIC DE LA COMMUNE

5.1. Chapitre 1 : Profil social

5.1.1. Éducation

La carte scolaire de la commune est composée du préscolaire, du primaire et du moyen secondaire. Elle compte **quatre (04)** cases des tout-petits, **huit (08)** écoles élémentaires, **quatre (04)** CEM dont **deux (02)** CEM privés avec un effectif global de **4125 élèves**. En outre l'enseignement arabe occupe de plus en plus une place importante dans la commune avec **cinq (05)** écoles arabes privées pour un effectif de

Hormis cela, vus les aspects socio – culturels de la commune, l'éducation islamique occupe également une place importante avec **un (01)** daaras et **dix (10)** « Karanta »¹. Par ailleurs, depuis **trois (03)** ans, il n'existe aucune classe d'alphabétisation dans la commune.

5.1.1.1. Petite enfance

La collectivité locale dispose de **trois (03)** cases des tout-petits localisées dans les villages de Djibanar, Baconding, Birkama et **une (01)** classe préscolaire communautaire (CPC) à Bafata. Ces préscolaires comptent au total **513** enfants dont **52,82%** de filles.

Tableau N 04 : Répartition des élèves dans la CTP

Ces établissements préscolaires comptent **07** salles de classe au total dont **04 abris provisoires** localisées dans le village de Birkama et Baconding. Leur encadrement est assuré par **dix (10)** moniteurs dont **six (06)** femmes.

section	effectifs		Moniteurs	
	Garçons	Filles	hommes	Femmes
CTP de Djibanar	68	68	01	02
CTP de Baconding	55	80	01	02

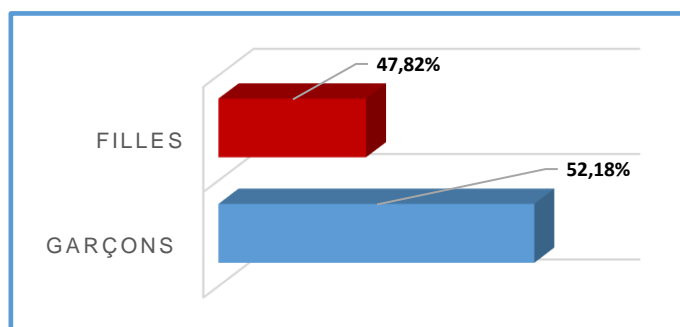
L'analyse du tableau révèle un nombre plus élevé des filles par rapport aux garçons. Cela est dû au fait que les garçons sont inscrits le plus souvent dans les écoles arabes et les daaras.

¹Enseignement coranique différents des daaras. Dans ce système, les élèves apprennent le coran le soir après la descente de l'école et rentrent ensuite chez eux.

5.1.1.2. Enseignement élémentaire

La commune enregistre **huit (08) écoles primaires publiques** comptant au total **2 750** élèves soit **7,24%** de l'ensemble des élèves du département de Goudomp (**37 989**), **59** salles de classe construites et **08** abris provisoires soit une proportion de **41** élèves par classe. Le pourcentage des **filles élèves** est de **47,82%** (cf. Graphique N° ci-haut). Outre cela, l'école de Bafata polarise quatre (04) villages frontières de la Guinée – Bissau (Maké, Kétouba, Métadi et Panta) qui sont entre 2 à 4 Km de la localité.

N°04 : Répartition Graphique par sexe des élèves de l'enseignement élémentaire



Le nombre d'enseignants est de **71** dont **15,49% de femmes** soit un ratio élève – enseignement de **39**. L'analyse de la répartition spatiale des écoles permet de constater, que les deux (02) gros villages (Birkama et Djibanar) disposent chacun de deux (02) écoles et que les autres villages en dispose chacun une école (Cf. Carte des infrastructures scolaires).

Quant à la situation de l'environnement scolaire, elle reste hétérogène et varie d'une école à une autre. Elle se présente comme ainsi :

- **75%** des écoles élémentaires ne sont pas clôturées ;
- **25%** des écoles élémentaires ne disposent pas de point d'eau ;
- **12,5%** des écoles ne disposent pas de latrines modernes. Toutefois, toutes les latrines existantes sont dégradées ;
- **87,5%** des écoles n'ont pas une source d'éclairage.

5.1.1.3. Enseignement moyen secondaire

La commune de Djibanar compte **quatre (04) CEM** dont **deux (02) cours privés (CP)**. S'agissant des CEM, il est primordial de rappeler que les données démographiques ont permis de constater que les villages de Djibanar et Birkama, localités où sont situés ces CEM concentraient plus **3000** et **5000 habitants** soit **66,97%** de la population de Djibanar. En outre, la commune ne dispose encore de lycée. Les cours sont dispensés par **34** professeurs enseignants contractuels.

Le CEM de Djibanar dispose de **12** classes construites pour un effectif de **475 élèves**. Le CEM public de Birkama dispose également de **12** salles de classes pour **387 élèves**. Le fait marquant pour ce CEM est que toutes les salles sont en abris provisoires et qu'elle n'est pas clôturée, ce qui laisse présager un environnement scolaire non adapté. Seul le CEM de Djibanar est clôturé. Toutefois, tous les deux (02) CEM disposent d'édicules collectifs, de points d'eau et de source d'éclairage. Les cours sont dispensés par **35** enseignants professeurs dont une (01) femme et grâce aux efforts fournis par les services de l'éducation, le corps professoral ainsi que la commune, **le taux de réussite au BFEM en 2017** est de **75%**. Ce taux est inférieur au taux départemental qui est de **84,22%**.

Une demande d'ouverture du second cycle (**lycée**) est en cours. À cet effet, quatre (04) salles de classe sont déjà construites et équipées par la commune.

5.1.1.4. Enseignement arabo-coranique

On note dans la commune l'existence de **cinq (05)** écoles arabes privées, **d'un (01)** daara à Djibanar et de **dix (10)** « Karanta ». Ces « Karanta » permettent aux enfants de mémoriser le coran en même de poursuivre leurs études scolaires. En effet, les cours coraniques sont dispensés le soir et fonctionnent en plein temps pendant les vacances.

Les écoles arabes privées sont localisés dans les localités de Djibanar, Baconding et Djibanar. Elles comptent **898** élèves dont **52,22%** de filles tandis que le daara assure l'éducation à **120** élèves daaras dont **25%** filles.

Toutefois, lors du diagnostic, les populations ont déploré les conditions d'études précaires dans les écoles arabes privées et daaras (abris provisoires, pas de murs de clôture, dépourvues de point d'eau, de latrines modernes) et le fait que l'éducation arabo – coranique ne bénéficie d'aucun appui de la part de l'Etat.

Tableau N°05 : Synthèse des données sur les établissements scolaires

Dénominations	Classes physiques	Effectifs	Abris provisoires	Enseignants
Préscolaire de Djibanar	02	136	00	3 dont 2 F
Préscolaire de Baconding	00	135	03	3 dont 2 F
Préscolaire de Birkama	03		00	2 dont 1 F
Préscolaire de Bafata	01	94	00	2 dont 1 F
École de Djibanar 1	09	669	3	14 dont 2 F
École de Djibanar 2	08	419	4	13 dont 4 F
École de Birkama 1	12	471	00	15 dont 3 F
École de Birkama 2	08	324	00	08 dont 1 F
École de Baconding	06	263	00	07 dont 1 F
École de Kounayan	08	349	00	07
École de Klonia	01	23	02	02
École de Bafata	05	222	01	5
CEM de Djibanar	12	475	00	17
CEM de Birkama	12	387	12	18
CEM Privé de Djibanar	04	42	00	15
CEM Privé de Birkama	03	110	00	19
Ecole Arabe de Djibanar	00	100	02	01
Ecole Arabe Abass Traoré	00	250	02	02
Ecole arabe de Birkama	00	218	02	01
Ecole arabe de Baconding	00	160	02	01
Ecole arabe de Bafata	00	108	01	01
TOTAL	94	4684	34	156

Source : IEF Goudomp

5.1.1.5. Commodités

En ce qui concerne les commodités en milieu scolaire, force est de constater que la majorité des établissements scolaires sont approvisionnés en eau à partir des puits

améliorés dotés de pompe à motrice humaine et disposent de latrines même si elles sont pour la plupart en état de dégradation. Selon les données recueillies, il en est autrement pour les Cases des Touts petits qui ne sont pas approvisionnées en eau et aussi pour les écoles de Birkama et de Klonia. Cette dernière ne dispose pas aussi d'édicules publics. Quatre (04) écoles parmi les huit (08) ont des classes en abris provisoires, de même que le CEM de Birkama et les préscolaires de Baconding et Birkama.

Atouts

- Existence de 04 préscolaires
- Présence de 8 écoles élémentaires
- Existence 04 CEM dont 02 privés
- Présence de 05 écoles arabes
- Existence d'un 01 daara et de 10 karanta

Faiblesses

- Absence de lycée
- Insuffisance des salles de classes et existence d'Abris provisoires
- Éloignement du préscolaire de Birkama des habitations
- Éloignement des CEM de la zone de Bafata
- Absence de cantines dans certaines écoles
- Insuffisance du personnel enseignant
- Insuffisance du personnel de charge au niveau des CTP
- Déficit de murs de clôture au niveau des écoles
- Insuffisance des manuels pédagogiques et du matériel didactique
- Absence de latrines et de points d'eau dans l'école de Klonia
- Absence d'électricité dans les écoles
- Latrines dégradées dans toutes les écoles
- Absence de classe d'alphabétisation ;
- Absence de subvention des écoles arabes et Daaras ;
- Faible maintien des filles à l'école dû aux mariages et grossesses précoces

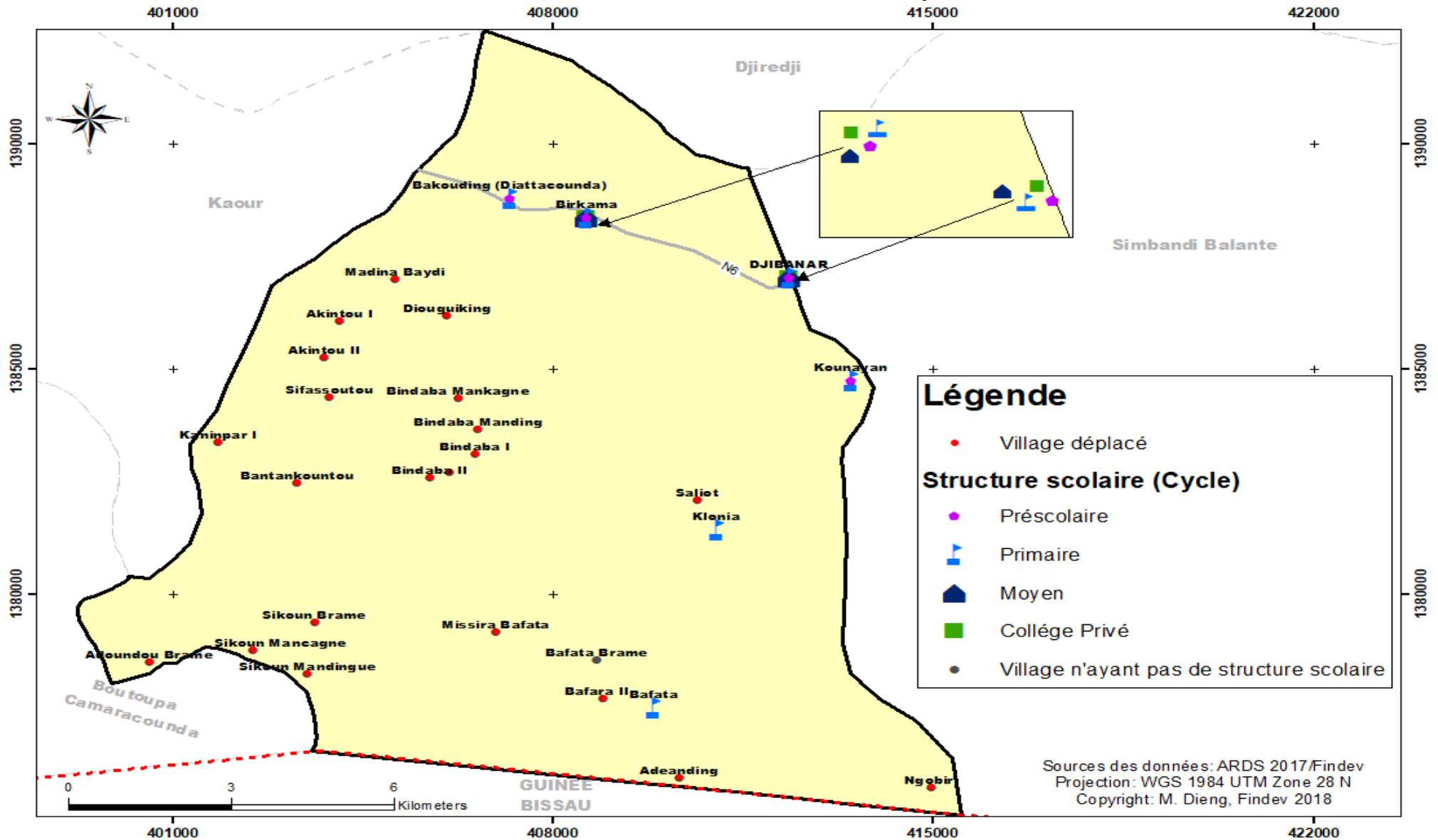
Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Politique de l'état en matière d'éducation
- Appui de la mairie
- Accessibilité des écoles

Menaces

- Conflits armés
- Augmentation des Violences basées sur le Genre en Milieu Scolaire
- Déperdition scolaire
- Grèves incessantes

Carte n°04 : Infrastructures scolaires de Djibanar



5.1.2. La santé

5.1.2.1. Infrastructures sanitaires

La commune bénéficie des infrastructures suivantes

- d'un (01) poste de santé complet,
- une (01) case de santé relevée en poste de santé en construction
- de trois (03) cases de santé fonctionnelles
- la case de santé de Birkama n'est plus fonctionnelle.

En sus, entre 2013 et 2018, la carte sanitaire de la commune n'a pas évolué. Cette situation ne répond pas à l'objectif 3 des ODD qui stipule une « *bonne santé et bien-être pour tous* ». Toutefois, la situation peut être améliorée avec l'achèvement des travaux de la case de santé de Bafata érigée en poste de santé grâce à l'appui du programme PUMA.

5.1.2.2. Le personnel de santé

Le personnel officiant dans la commune de Djibanar est composé de:

- 01 infirmier
- 01 sage-femme
- 04 ASC
- 04 matrones
- 13 relais
- 04 badiénou gox

Sur le plan des ressources humaines, on note une insuffisance du personnel paramédical par rapport à la population. En effet, le taux de couverture médicale est de 01 infirmier pour une

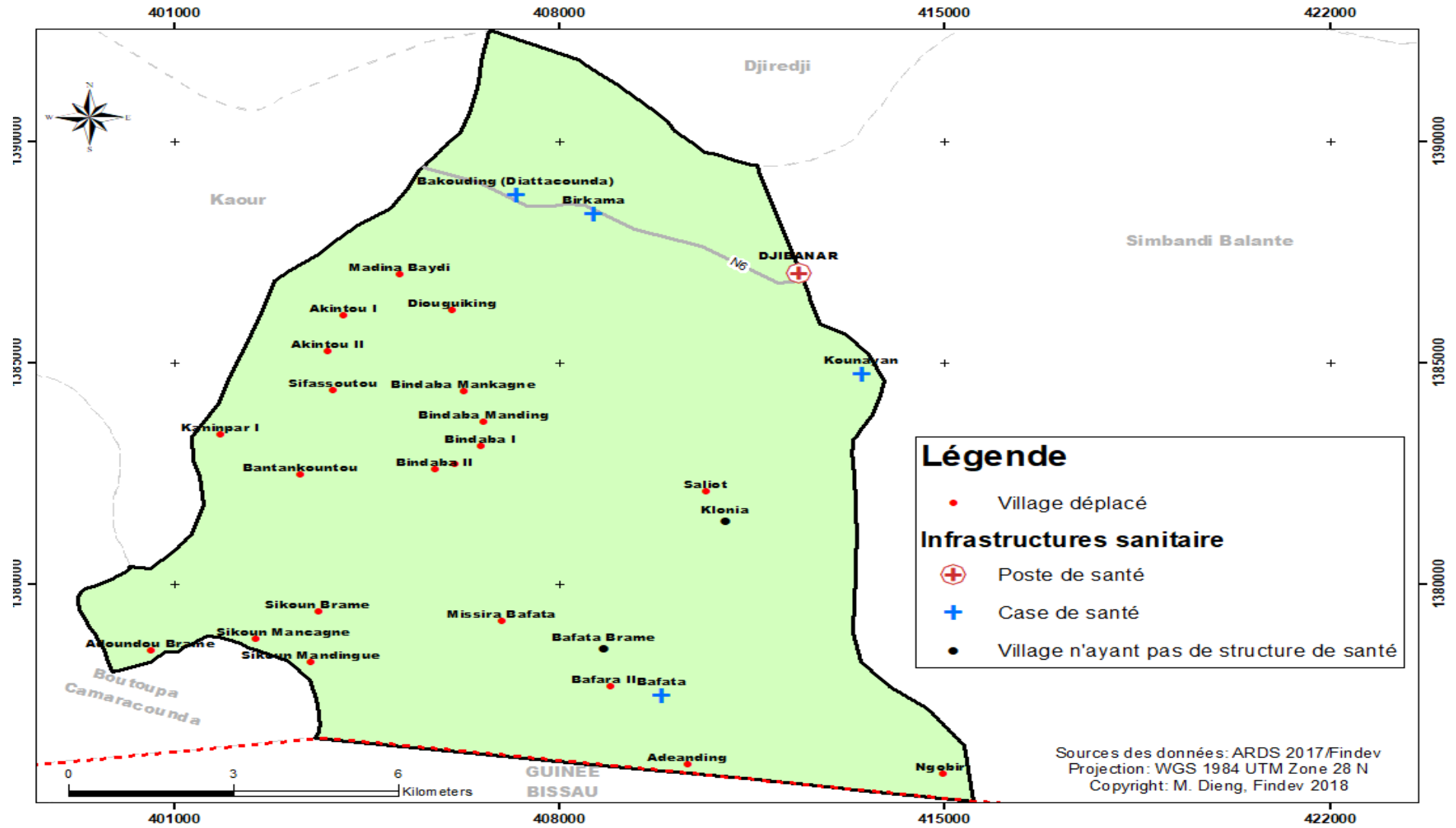
population de 11 945 habitants qui est légèrement en deçà des normes préconisées par l'OMS.

Tableau N 06 : Synthèse données sur la santé à Djibanar

Type	Lieu	Statut professionnel	Point d'eau	Latrines
Poste de santé	Djibanar	Infirmier (ICP) Sagefemme 01 ASC et 07 relais	Oui	Oui
Case de santé	Baconding	01 ASC, 01 relais, 02 matrones, 01 Badiénou gox	Non	Non
	Birkama	Case non fonctionnelle (absence personnel)	Non	Oui
	Bafata	01 ASC, 03 relais, 01 matrone, 01 Badiénou gox	Oui	Oui
	Kounayan	01 ASC, 03 relais, 01 matrone	Non	Oui
Total	1 PS+04 CS	25		

Source : District sanitaire de Goudomp

Carte n° 05 : Infrastructures sanitaires de la Commune de Djibanar



Atouts

- 01 poste de santé et 01 maternité
- 04 cases de santé
- une (01) case de santé relevée en poste en construction
- 01 pharmacie dépôt au niveau du poste
- Présence de personnel technique
- Présence de personnel communautaire
- Existence d'une mutuelle de santé

Faiblesses

- Absence d'une ambulance
- Exigüité des locaux du poste de santé
- Faible fonctionnalité de certaines cases de santé
- Poste de santé de Bafata inachevé
- Absence de points d'eau, de latrines et de sources d'énergie au niveau des cases de santé
- Rupture fréquente de stocks de médicaments
- Non fonctionnalité de la case de santé de Birkama
- Importance des accouchements non assistés

Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Couverture Maladie Universelle
- Programme de l'Etat (PUMA, PUDC, etc.)
- Plan sésame
- Gratuité des soins des enfants de 0 à 5 ans
- Subvention de la municipalité

Menaces

- Conflits armés
- Grèves incessantes
- Evolution des pandémies
- Détournement des fonds gérés par les comités de santé

5.1.3. L'hydraulique

5.1.3.1. Infrastructures

Comme infrastructures hydrauliques, la commune de Djibanar dispose :

- **01 forage** à Djibanar réalisé en 1993 par l'Etat du Sénégal. Ce forage d'un débit de 16,94 m³ est équipé d'un château d'eau d'une capacité de 100 m³ avec une pompe électrique d'un débit de 25 m³/h. Il approvisionne quatre (04) villages sur un rayon de 2 à 7 km, soit un village de la commune de Djibanar (Kounayan) et trois (03) villages de la commune de Simbandi Balante (Manécounda, Simbandi Balante 1 et Madina Peulh). Cette
- **152 bornes fontaines privées ;**
- **07 bornes publiques** dont cinq (05) non fonctionnelles ;

- **01 mini forage** construit en 2014 dans le cadre du partenariat Etat du Sénégal – MCA pour la réalisation de la route RN6. Cet infrastructure n'est pas encore fonctionnel ;
- **11 puits améliorés** équipés de pompe à Motrice humaine
- **Et 129 puits traditionnels**

5.1.3.2. Accès à l'eau

Il ressort de ce diagnostic que sur les six (06) villages que compte la commune, que seul deux (02) soit 33% des villages ont directement accès à l'eau. Les localités de Mancagnecounda, au Sud de Baconding, de Birkama Est et Sud et au niveau de Djibanar Sud et Est ne disposent pas de bornes fontaines, ni de puits. La population s'approvisionne en eau auprès des puits des autres localités situés entre 500 à 1Km. Ce qui expose les femmes à la pénibilité de l'exhaure.

Atouts

- Existence d'un forage construit en 1993
- 152 bornes fontaines privées
- 07 bornes publiques 05 non fonctionnelles
- 11 puits améliorés
- 1 mini forage pas encore fonctionnel avec MCA

Faiblesses

- Déficit d'infrastructures hydrauliques
- Tarsissement et détérioration des puits
- Faible densification du réseau
- Insuffisance des branchements particuliers et sociaux

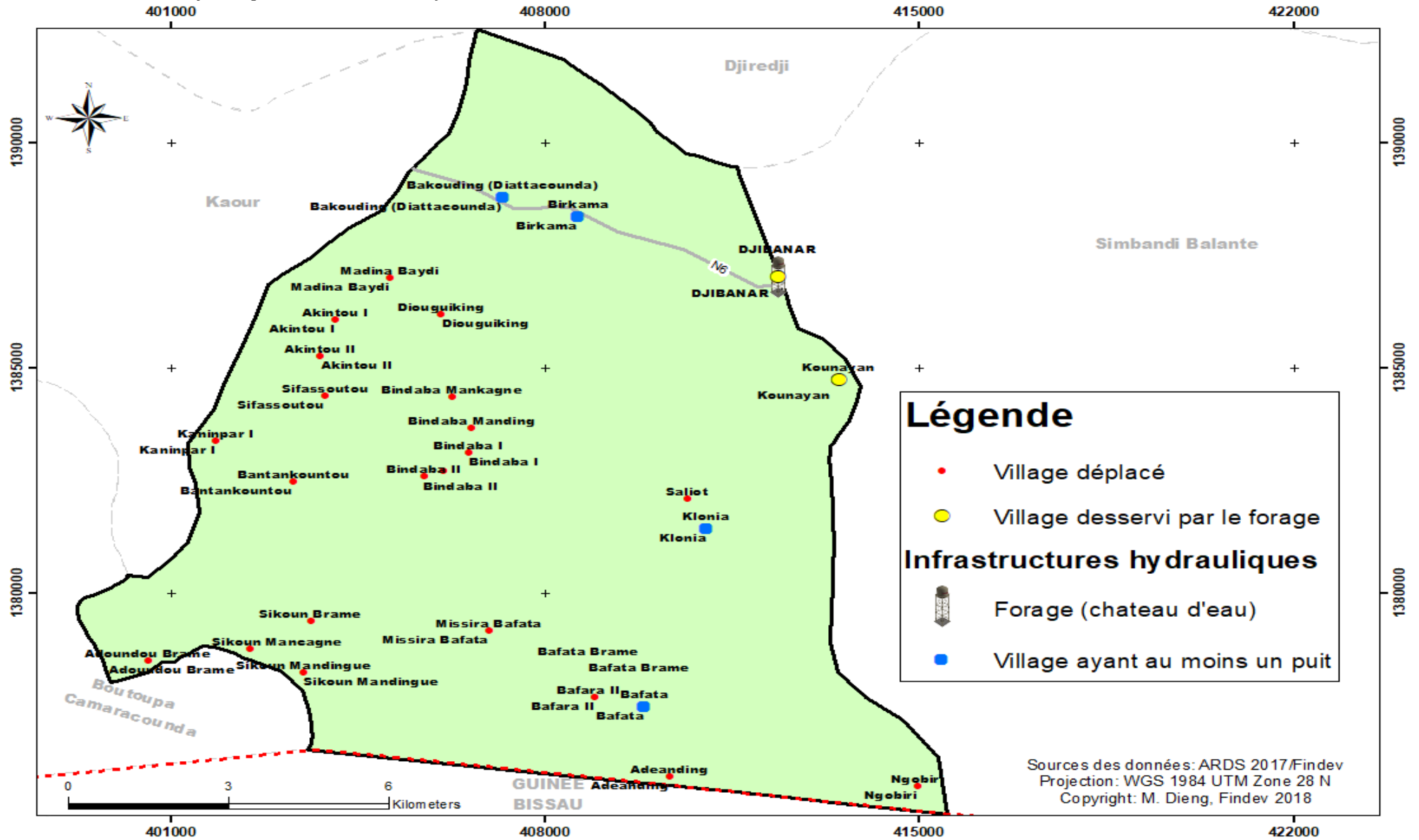
Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Programme de l'Etat (PUMA, PUDC, etc.)
- Délégation du Service Public de l'eau
- Gestion transitoire des forages
- Subvention de la municipalité

Menaces

- Forte teneur en chlorure dans l'eau
- Conflits armés
- Détournement des fonds gérés par les ASUFOR

Carte n°06 : Infrastructures hydrauliques de la Commune de Djibbanar



5.1.4. L'assainissement, environnement et cadre de vie

L'analyse de la situation de l'assainissement individuel et collectif dans la commune de Djibanar montre un état de dégradation du cadre de vie des populations. Malgré l'appui du programme PEPAM-BAD 2 (Cf tableau ci-dessous), le niveau des latrines reste encore très faible surtout dans la zone de Bafata. En effet, l'essentiel des latrines construites sont de types traditionnels et donc vecteurs de plusieurs germes pathologiques. La situation est aggravée par l'absence d'un système d'assainissement complet et adéquat au niveau des concessions où la plupart des lavoirs ne sont pas fonctionnels. Certaines fosses sont restées ouvertes car le programme n'a pas achevé les travaux. Ces fosses constituent aujourd'hui un danger surtout pour les enfants.

En outre, les ordures ménagères sont souvent déposées derrière les demeures, où elles sont ensuite enfouies ou incinérées. On note aussi l'absence d'actions communautaires de salubrité. Quant aux sociales et marchandes, on note l'insuffisance et la dégradation de latrines.

Concernant l'assainissement liquide, les villages situés sur la RN6 bénéficient du système d'évacuation à ciel ouvert des eaux de pluies mais il n'existe pas de système d'évacuation des eaux usées.

Tableau N 07 : Situation des latrines au niveau de la commune

Villages	Nombre de latrines	Partenaires	Nbre de lavoirs
DJIBANAR	116	PEPAM-BAD 2	116
BIRKAMA	52	PAEPAM-BAD 2	52
BACONDING	30	PEPAM-BAD 2	30
KOUNAYAN	10	PEPAM-BAD 2	10
KLONIA	9	PEPAM-BAD 2	9
BAFATA	6	PEPAM-BAD 2	6
TOTAL	223		

Source : Données pour la conférence d'harmonisation du département de Goudomp

Atouts

- Existence de latrines et de lavoirs dans les concessions
- Existence de système d'évacuation à ciel ouvert des eaux de pluies sur la RN6

Faiblesses

- Insuffisance de latrines individuelles
- Insuffisance d'un système d'assainissement, aussi bien solide que liquide
- insuffisance de lotissement
- Absence d'incinérateur
- Absence d'un système de collecte et de transfert des déchets solides

Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers

Menaces

- Développement du Péril Fécal

- Office National de l'Assainissement du Sénégal
- Schéma Directeur de l'Assainissement du Sénégal
- Stratégie Nationale de l'Assainissement Rural au Sénégal
- PEPAM
- Subvention de la municipalité
- Prolifération de la défécation à l'air libre
- Conflits armés

5.1.5. Jeunesse, Sports

La commune de Djibanar est marquée par la jeunesse de sa population qui représente **75%** des habitants. Malgré leur poids démographique, les jeunes n'ont pas une très grande incidence dans le développement de la commune. Sur le **plan économique**, on note un important taux de chômage des jeunes qui résulte à la fois d'un faible niveau de qualification professionnelle et d'une insuffisante exploration des possibilités économiques offertes.

Au plan organisationnel, la commune compte **14 ASC** dont **09** détiennent des récépissés (**ASCAD** : *Association Sportive Culturelle et Artistique de Djibanar, Aréna de Djibanar, Birkama, Baconding, Kounayan, Bafata et Klonia*) et 05 informelles (*Abadji, Irama, Cité Arcens, Mitou et réveil Bala Manchouang toutes de Djibanar*).

Au-delà de leurs activités ludiques qui se résument à l'organisation de tournois de football, ces ASC participent à toutes les actions de mobilisation à l'échelle communale (sensibilisation, campagnes de salubrité et hygiène). Elles s'investissent aussi dans une moindre mesure dans l'artisanat et le petit commerce. Cependant, cet élan économique est freiné par le phénomène de l'exode rural et d'émigration clandestine causé principalement par la régression des secteurs productifs tels l'agriculture et l'élevage.

Atouts

- Existence de terrain de football clôturé
- Existence ASC formelles
- Existence de calendrier de pratique d'activités sportives durant les vacances
- Disponibilité d'une population majoritairement juvénile
- Existence de foyers de jeune

Faiblesses

- Sous-emploi des jeunes
- Difficulté d'accès aux financements
- Absence de centre de formation professionnelle
- Faible représentativité des jeunes au niveau des instances de décisions
- Dégradation des 03 Foyers des jeunes

- Insuffisance des infrastructures sportives et culturelles
- Faible cohésion des jeunes

Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Existence de structure de financement des jeunes (ANPEJ, FONGIP, DER)
- Subvention de la municipalité

Menaces

- Exode rural
- Emigration clandestine
- Chômage
- Conflits armés

5.2. Chapitre 2 : Profil économique

5.2.1. Les Secteurs Productifs

5.2.1.1. L'agriculture

Principale activité socioéconomique de la commune. Elle est dominée par l'agriculture pluviale et occupe plus de 75% de la population active et près de 60% des terres cultivables.

A) La terre et l'eau

La commune dispose de superficies cultivables qui sont constitués majoritairement de sols decks (ferrugineux-tropicaux) riches en éléments minéraux et en matière organique et aptes à l'exploitation de cultures oléagineuses, céréalières (riz, arachide, mil, sorgho, etc.). L'agriculture est tributaire de la pluviométrie tandis que les eaux de ruissellement des bas-fonds permettent la pratique des cultures de contre saison.

B) La main d'œuvre et le matériel agricole

La main d'œuvre est suffisante et est essentiellement familiale. Quand au matériel agricole, il est constitué pour la plupart de houes et de semoirs associés aux charrettes dont la traction est assurée par les bœufs. Cependant, avec le concours de l'Etat d Sénégal, la commune a bénéficié de : **(01) semoir à double rangs** dans le village de Bafata, un **(01) tracteur et offset 22 disque** à Djibanar, une **(01) batteuse à riz** dans le village de Birkama..

C) Les intrants agricoles

L'engrais, les produits phytosanitaires et les semences

constituent les intrants agricoles. Ils permettent de booster la production agricole.

Tableau N 08 : Tableau des intrants subventionnés de l'Etat

Nature de l'intrant	vendu	non vendu	Total livré
ENGRAIS			
15-15-15	11T	00	11T
6-20-10	10T	00	10T
Urée	27T	08T	35T
SEMENCES			
Arachide	15T	00	15T

- **L'engrais** : les principaux engrais utilisés par les producteurs sont : le **NPK 6.20.10**, le **NPK 15.10.10**, l'**urée** et **NPK 15.15.15**.
- **Les semences** : l'accès aux semences reste un problème
- **Les produits phytosanitaires** : leurs coûts élevés font qu'ils sont peu utilisés. En fait, c'est seulement lorsqu'il y a des attaques sévères d'insectes que les paysans font recours aux pesticides. .

D) Les infrastructures agricoles

La commune de Djibanar est bien doté en infrastructures avec:

- 02 digues et ouvrages hydroagricoles à Birkama et Baconding,
- 03 Magasins de stockage à Djibanar dont 02 fonctionnels
- 05 aménagements agricoles dans des périmètres communaux dont seul le périmètre bananier de Djibanar est fonctionnel. Les quatre (04) non fonctionnels sont dus à des pannes. Ils sont localisés à Birkama 1, Birkama 2, Baconding et UTP2.
- 05 périmètres maraîchers. Tous les blocs maraîchers fonctionnent. Le bloc de Bafata et un des deux (02) blocs de Djibanar ont été financées par les partenaires AFEX et TIKA

Atouts

- Existence de terres cultivables
- Existence d'acteurs
- Existence de zones marchandes
- Existence de matériels agricoles
- Diversification des cultures

Faiblesses

- Avancée progressive de la salinisation et ensablement des rizières
- Déficit et l'irrégularité des pluies
- Difficultés d'accès au crédit et aux intrants agricoles
- Vétusté du matériel agricole
- Dégradation des ouvrages hydro agricoles
- Sous valorisation du potentiel maraicher
- Faible capacité organisationnelle des producteurs agricoles
- Divagation des animaux

Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Pluviométrie
- Existence de crédits de campagne auprès des institutions de micro-finances
- Développement de chaines de valeurs agricoles

Menaces

- Changements climatiques
- Recrudescence de l'insécurité alimentaire
- Conflits armés
- Salinisation des terres de cultures

5.2.1.2. L'arboriculture

C'est la deuxième activité économique après l'agriculture dans commune de Djibanar. L'arboriculture fruitière occupe une place prépondérante dans l'économie locale de la commune. En effet, son exploitation génère d'importants revenus au profit des populations. Elle reste dominée par l'exploitation des **anacardiens, des manguiers, des bananiers** et des **fruits forestiers** (Madd, Néré, Toll). La commune regorge de vastes périmètres d'anacardiens et de manguiers éparpillés dans la localité. Les plantations d'anacardes sont par contre plus remarquables dans la zone de Bafata. Cependant, cette situation réduit considérablement les terres cultivables, les espaces forestières et le tapis herbacé.

En ce qui concerne la production de banane, elle est réalisée dans le périmètre bananier de Djibanar. Sa production tourne autour de **101, 289 tonnes**. Le périmètre de Baconding l'UTP2, un espace aménagé de **120 ha**, sera réhabilité par le PRODAC (deux forages, magasins, bureaux et système d'irrigation). Il y est prévu la bananeraie, le maraîchage et l'élevage.

Atouts

- Existence de vergers et de périmètres bananiers
- Importante superficie d'anacardiens
- Diversité des arbres fruitiers

Faiblesses

- Cueillette désorganisée et précoce,
- Attaque de la mouche des fruits
- Salinisation des terres
- Faible maîtrise des techniques de transformation des fruits,
- Absence d'unité industrielle de transformation et de conservation des fruits.

Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Existence d'institutions de micro-finances
- Développement de chaînes de valeurs agricoles

Menaces

- Changements climatiques
- Recrudescence de l'insécurité alimentaire
- Conflits armés

5.2.1.3. La pêche

La commune de Djibanar compte tenu de sa position géographique, dispose d'importantes potentialités halieutiques. La pêche se fait de manière artisanale et informelle. La collectivité territoriale compte 45 pêcheurs professionnels dont des autochtones.

A) La ressource halieutique

Avec l'avancée de la langue salée, une perturbation de l'écosystème de la mangrove et du fleuve est notée, occasionnant la disparition de certaines espèces de poissons d'eau douce (clarias, lates, bagrus, etc.). Actuellement les principales espèces pêchées sont les Tilapia « *Sarotherodon melanotheron* », Gerres « *Gerres nigri* », Machoiron « *Arius heudolotti* », Otolithes « *Pseudolithus* », Carangues « *Caranx, Lichia, Trachinotus* », Capitaines « *Pentanemus quinquarius* », Carpes blanches « *Pomadasys jubelini* » et les crevettes (*pénéaus notialis*), etc.

B) Les équipements et infrastructures

Malgré les méthodes d'exploitation jugées traditionnelles et peu performantes, on recense une flotte navale composée de près de 45 pirogues dont 40 non motorisées. En sus, les acteurs de la pêche, pour la capture, utilisent les mono-filaments en nylon non biodégradables avec des mailles de 50 pour la surface et le maillant dévirant de fonds mono filament en fibre de taille 90 à 100. Ces équipements sont exclusivement utilisés par les adeptes d'une pêche passive aux filets dormants.

La commune compte deux (02) embarcadères dont un (01) fonctionnel à Djibanar avec un ponton et celui de Birkama doit être réhabilité et équipé.

Tableau N 09 : Synthèse des données sur la pêche à Djibanar

Désignation		Effectifs/nombre
Infrastructures	Débarcadère	02
	Pirogues motorisées	05
Equipements de pêche	Pirogues non motorisées	40
	Filets dormants	07
	Filets maillants	02
	Dérivants	02
	Éperviers	05

Atouts

- Existence d'un projet d'aquaculture à Djibanar
- Présence du Fleuve Casamance
- Pirogues artisanales et motorisées
- Savoir faire local

Faiblesses

- Inorganisation des différents acteurs de la pêche
- Déficit en infrastructures et équipements de pêches
- Absence d'unités de conservation, de conditionnement et de transformation des produits halieutiques
- Sous équipement des producteurs
- Non-respect des périodes de repos biologique
- Raréfaction des produits halieutiques
- Surexploitation des ressources halieutiques (crevettes)

Opportunités

- Existence de frange cotière
- Présence de partenaires techniques et financiers
- Existence de structures de financement de la pêche

Menaces

- Changements climatiques
- Recrudescence de l'insécurité alimentaire
- Conflits armés

5.2.1.4. L'élevage

L'élevage, malgré son importance, fait partie en termes de pourcentage des dernières activités économiques au niveau de la commune de Djibanar. Cependant, il joue un rôle prépondérant dans l'économie locale et se pratique de manière traditionnelle et extensive.

A) La composition du cheptel

Le cheptel est composé de **128 bovins, 185 ovins, 204 caprins, 120 porcins, 17 Équins, 22 asins et 532 volailles**. Ce cheptel est caractérisé par la race « Ndama » qui supporte la maladie de la trypanosomiase avec comme principal vecteur la mouche tsé – tsé.

B) L'alimentation et l'abreuvement du bétail

Au regard du mode d'élevage extensif pratiqué dans la commune, l'alimentation se fait à partir des pâturages naturels et des résidus de récoltes. L'aliment industriel de bétail est quasi inaccessible du fait de sa cherté et de l'absence d'un point de vente local. Ce qui engendre une divagation des animaux sur la quasi-totalité de l'année

Quant à l'abreuvement du bétail, il s'effectue tout naturellement au niveau des puits ou des différents points d'eau naturels (mares, marigots et d'autres bas-fonds). Le seul abreuvoir présent dans la commune n'est pas utilisé à cause de l'inexistence d'un parcours de bétail. En effet, la plupart de ces zones ne sont matérialisées et sont empiétées par les agriculteurs.

C) La santé animale

La santé animale au niveau de la commune est précaire. Elle est surtout caractérisée par l'insuffisance de la prophylaxie et du personnel vétérinaire. À cela s'ajoute l'absence des infrastructures sanitaires au profit du bétail.

Atouts

- Existence d'une diversité du cheptel,
- Existence de zones de pâturage et du tissu herbacé
- Présence d'un abreuvoir à Djibanar
- Présence d'organisation d'éleveurs dans le département (MDE)

Faiblesses

- Absence de parcours de bétail
- Divagation des animaux
- Absence de parc à vaccination,
- Absence de fourrières
- Absence d'aire d'abattage
- Production laitière très faible
- Absence de chaîne de froid pour la conservation des produits de l'élevage
- Difficulté d'abreuvement du bétail faute de raréfaction des points d'eaux naturels, et abreuvoir inutilisé
- Sous exploitation du potentiel apicole
- Déficit organisationnel des éleveurs

Opportunités

- Existence de frange côtière
- Présence de partenaires techniques et financiers
- Existence de structures de financement de l'élevage
- Appui des partenaires tels que CMS, Caurie Micro finance

Menaces

- Vol du bétail
- Recrudescence de l'insécurité alimentaire
- Conflits armés

5.2.1.5. Commerce

La commune compte **78** de boutiques, implantées au niveau des 06 villages. Cependant, elles sont disproportionnellement réparties dans les deux (02) zones. En effet, la zone de Djibanar comptabilise **76,92%** des boutiques, tandis que la zone de Bafata ne compte que 18 boutiques

Le marché permanent construit avec l'appui de la MCA lors de la réalisation de la nationale RN6 n'est pas encore achevée. Il est localisé au centre de la commune, dans le village de Djibanar. Par ailleurs, le diagnostic a montré l'existence de sept (07)

marchés permanents qui permettent aux femmes d'exercer leurs commerces de détail et d'écouler leurs produits maraichers et agricoles.

Le marché hebdomadaire de Djibanar s'effectue tous les dimanches sous des hangars de fortune. Il constitue un point de convergence de beaucoup de localités environnantes. C'est un centre d'échanges de bétail, de la volaille, des produits agricoles et manufacturés qui permet à la collectivité territoriale d'augmenter ses ressources fiscales. Sur le plan social, le « louma » constitue un cadre d'échange pour les femmes pratiquant le commerce de micro-détail.

Atouts

- Existence d'un marché en construction
- Existence de consommateurs de biens et services
- Situation géographique favorable
- Activités économiques existantes

Faiblesses

- Insuffisance des souks
- Rupture fréquente de stocks
- Déficit en infrastructures et équipements marchands modernes
- Retard dans l'achèvement du marché permanent

Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Appui des partenaires tels que CMS, Caurie Micro finance

Menaces

- Conflits armés
- Recrudescence des vols

5.2.1.6. L'artisanat

L'artisanat est peu développé dans la commune. Il est pratiqué par moins de 5% de la population qui exercent en majorité l'artisanat de service ou de production. Il est caractérisé par l'existence de plusieurs corps de métiers qui sont :

- La couture, la commune compte 21 ateliers de coutures dans la zone de Djibanar. Son développement est lié à la modernité et à l'augmentation des revenus des populations locales
- La menuiserie de bois et métallique avec la présence de 06 ateliers de bois et 03 en métallique. Leur importance est due à l'accessibilité du bois d'œuvre qui provient essentiellement de la forêt classée
- La maçonnerie est souvent exercée par des tâcherons à la recherche de palliatif au sous-emploi en contre saison
- La boulangerie traditionnelle avec 14 unités recensés dans la commune,
- Les garages mécaniques. le développement de ce secteur est dû au boom de motos jakartas comme moyen de transport, ce qui a induit une forte demande en termes de réparations. On en dénombre 03 dans la commune

En outre, on distingue d'autres artisans, tels que : les électriciens, les charpentiers, les meuniers, les travailleurs de métaux (soudeurs, forgeron, etc.), les réparateurs de radio, les tresseuses, etc. L'artisanat est un grand pourvoyeur d'emplois mais est considéré comme une activité marginale dans la commune.

Atouts

- Existence de la demande
- Existence de corps de métiers
- Existence d'acteurs

Faiblesses

- Commercialisation très lente des produits
- Faible capacité organisationnelle des artisans
- Accès difficile aux crédits

- Méconnaissance de l'environnement institutionnel du secteur artisanal

Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Appui des partenaires tels que CMS, Caurie Micro finance

Menaces

- Conflits armés
- Recrudescence des vols

5.2.1.7. Gestion des ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques

Au Sénégal, les ressources naturelles (sols, végétation, eau, forêts classées comme les forêts communautaires) sont actuellement touchées par une forte dégradation qui peut être irréversible si rien n'est fait. Ce processus de dégradation est très avancé dans certaines zones du terroir communautaire de Djbanar.

La commune compte actuellement à son actif les ressources naturelles suivantes : la forêt de Bafata, les mares, les fleuve Casamance et les carrières. La pression foncière causée par l'extension des espaces de plantation conjuguées avec l'accroissement des besoins des populations en bois d'œuvre, bois de menuiserie, bois de chauffe et pharmacopée ont entraîné une surexploitation des ressources forestières et ligneuses d'où la raréfaction de certaines espèces (*cailcédrat, Venn, etc.*).

Quant au fleuve, il est confronté à des contraintes d'ordre environnemental dû à une remontée de la salinisation qui déstabilise le cours d'eau et l'effet de la surexploitation. Ces facteurs ont comme conséquence la perturbation de l'habitat naturel de certaines espèces de poisson et la raréfaction des produits halieutiques d'eau douce.

L'exploitation des carrières est soumise à une non maîtrise de la gestion de ces ressources par les autorités locales. La principale contrainte est l'exploitation abusive et non contrôlée des carrières de la commune. Face à cette situation, des modes d'exploitation qui tiennent compte des capacités de régénération de ces écosystèmes s'imposent comme une alternative crédible à leur gestion durable. Ainsi, la commune de Djibanar doit se doter de règles communautaires consensuelles pour réhabiliter, protéger et gérer les ressources naturelles de son terroir à travers des conventions locales.

Atouts

- Existence de forêt classée de Bafata et de mis en défens
- Existence de Carrières de sable et latérite
- Existence de mares

Faiblesses

- Feux de brousses récurrentes,
- Coupe abusive et l'élagage des espèces forestières,
- Extension anarchique des plantations d'anacardiens
- Absence d'une stratégie de cogestion efficace de la forêt classée

- Ensablement des mares;
- Non réglementation de l'exploitation des carrières

Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Maîtrise des technologies de lutte contre la dégradation des terres

Menaces

- Conflits armés
- Exacerbation de l'insécurité alimentaire
- Déforestation

5.2.1.8. Culture

La commune a un riche patrimoine touristique et culturel dû aux ressources naturels et au brassage des différentes ethnies qui compose sa population. En effet, la commune possède d'importantes potentialités touristiques telles que les **sources de Djibanar** et de **Birkama**, la **bamboussaie** de Birkama, le **psingué** (espace paradisiaque) de Djibanar, le « **mangue-couro** » de Djibanar, la **vallée de mangroves** de Djibanar. La valorisation de ces espaces naturels peut développer le tourisme rural intégré.

5.2.1.9. Allègement des travaux des femmes

Cette frange de la population représente une part très importante de la vie communautaire. Elles s'activent dans pratiquement tous les secteurs économiques (la pêche, le commerce, l'agriculture, l'élevage, etc.). Représentant 49,75% de la population totale de la commune, les femmes sont devenues de véritables actrices incontournables de développement. En effet, selon les dernières statistiques, la commune de Djibanar compte 38 groupements de promotions féminines (GPF) dont une douzaine de GPF et trois (03) GIE ont déjà leurs reconnaissances juridiques. Cependant, leur niveau d'accès aux services sociaux de base, aux ressources et leur participation aux instances de décisions est relativement faible dans la commune de Djibanar. Toutefois, depuis l'application de la loi sur la parité, elles représentent 50% dans le conseil municipal. Cependant, leur fort taux d'analphabétisme fait que la plupart des femmes conseillères ne connaissent pas leurs missions et rôles au niveau du conseil.

En sus, à raison de leur faible capacité financière, les femmes nouent d'une manière individuelle ou collective, des relations de partenariat avec les systèmes financiers décentralisés du département.

En ce concerne l'équipement d'allègement des travaux aux femmes, la commune ne compte que 03 moulins à mil, 02 batteuses, 02 claies de séchage et 03 fours traditionnels.

Atouts

- 03 moulins, 02 batteuses, 02 claies de séchage, 03 fours
- Existence de GPF et de GIE
- Représentativité des femmes (49,75%)
- Dynamisme des femmes
- Développement d'initiatives privées économiques

Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Loi sur la parité
- Niche des activités économiques dans la zone

Faiblesses

- Absence d'une maison des femmes
- Insuffisance du matériel d'allègement
- Insuffisance de puits améliorés
- Difficulté d'accès aux crédits
- Analphabétisme des femmes
- Exode massif des jeunes filles
- Déficit d'encadrement des femmes

Menaces

- Pesanteurs socioculturelles
- Conflits armés

5.2.2. Les secteurs d'appui à la production

5.2.2.1. Transport et communication

La commune est dotée des infrastructures suivantes :

- La **route nationale n°06** qui traverse la commune d'Est en Ouest sur **07 Km** ;
- La **piste latéritique de 09 Km** qui relie Djibanar au village de Bafata jusqu'à la frontière ;
- **Un (01) ponton** à Djibanar ;
- Et de **deux (02) pirogues** motorisées qui assurent la liaison fluviale Djibanar-Tintinkhome-Djirédji-Sindina.

Par ailleurs, d'autres pistes caractérisées par des ravins et qui deviennent peu praticables voire impraticables en période hivernale relient le chef-lieu de la commune à d'autres localités. On note également l'impraticabilité des pistes qui mènent vers la partie du fleuve des villages de Birkama et de Baconding. Les habitants de ces localités sont obligés d'emprunter les sentiers des rizières pour accéder au fleuve. Le transport extra-communautaire est facilité par les pirogues de transport dont le nombre de rotation est limité, les horaires de Simbandi Brassou, Samine et Goudomp et les 111 « moto jakarta».

En ce qui concerne la téléphonie mobile, elle couvre officiellement l'ensemble des villages de la commune, mais de manière sporadique parfois dans les villages du fait de leur situation topographique frontalier avec la Guinée Bissau. Cette couverture du réseau mobile (GSM), reste dominée par l'opérateur Orange malgré la présence des deux autres opérateurs (TIGO, Expresso).

Le canal radiophonique il existe une bonne couverture radiophonique avec différents émetteurs radiophoniques locales et nationales.

Les chaînes à travers les antennes paraboles est capté avec un accès aux signaux nationaux telles que : RTS, 2S, Walf TV, Dunya TV, TFM, SenTV, etc., et les chaînes internationales. Cependant, d'autres qui habitent dans des villages non électrifiés peinent à suivre les programmes. Ils se rabattent sur les radios à batterie.

Quant au l'internet, il faut signaler que le réseau ADSL ne couvre pas tout le territoire communal et que les résultats du diagnostic ont révélé l'absence de cybercafés dans la commune.

Atouts

- Existence de route goudronnée (RN6)
- Existence d'acteurs
- Possession de 02 pirogues de transport
- Utilisation de 03 opérateurs téléphoniques
- Accès à l'internet

Faiblesses

- Absence de halte routière
- Absence de pistes praticables reliant les villages Baconding et Birkama au fleuve
- Instabilité du réseau de téléphonie mobile dans villages frontaliers avec la Guinée Bissau
- Inexistence de radio communautaire

Opportunités

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Présence de programmes de l'Etat (PUMA, PUDC)

Menaces

- Insécurité alimentaire
- Avancée de l'érosion hydrique

5.2.2.2. L'énergie

Il ressort du diagnostic que la commune de Djibanar bénéficie du réseau conventionnel de la SENELEC. Il est dénombré 237 ménages connectés répartis au niveau de 03 villages localisés sur l'axe de la RN6. De même la commune est bien dotée en éclairage public, on note **124 Lampadaires** dont **17** en solaire.

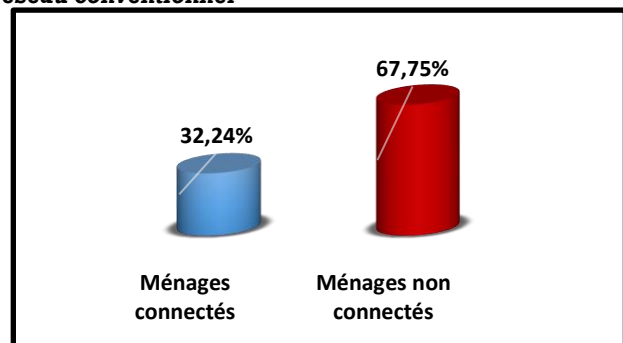
Les villages de la zone de Bafata, qui ne peuvent pas se connecter à partir du réseau de distribution de la SENELEC, ont eu à bénéficier ou à installer des systèmes individuels fonctionnant à partir de l'énergie solaire. En effet, on décompte 42 panneaux dans les villages de Kounayan et Bafata et une centrale solaire à Klonia qui alimente tous les ménages de ce village.

Pour leurs travaux domestiques, les femmes utilisent le bois de chauffe et le

charbon qui sont tirés de l'environnement immédiat. Ce phénomène participe à la dégradation du couvert végétal causée par l'élagage et la coupe abusive.

Quant aux groupes électrogènes, on en dénombre **cinq (05)** destinées à la location. Elles sont le plus souvent utilisées pour alimenter le forage et animer les manifestations culturelles et culturelles et les cérémonies religieuses (gamou), de mariage et baptême. Cependant le groupe électrogène dénombré à Klonia sert d'appui à la centrale solaire.

Graphique N°05 : Situation des ménages connectés au réseau conventionnel



Atouts

- Existence de la demande
- Existence de plusieurs sources d'énergie

Faiblesses

- Insuffisance de la desserte et faible couverture du réseau électrique à Djibanar
- Absence de connexion au réseau conventionnel de certains villages
- Déficit d'éclairage public
- Faible vulgarisation des foyers améliorés
- Absence de dépôt de gaz

Opportunités

Menaces

- Présence de partenaires techniques et financiers
- Conflits armés
- Présence des programmes de l'Etat (PUDC, PUMA, ASER)
- Accentuation de l'insécurité alimentaire

5.2.2.3. Les institutions de microfinance

La commune compte les institutions de micro-finances suivantes :

- **Crédit Mutuel du Sénégal (CMS)**
- **Caurie Micro Finance** qui accompagne les femmes de la commune en leur accordant de financements individuels,

Les principaux secteurs financés sont : **l'agriculture, l'élevage, le commerce, l'artisanat, le micro embouche, et d'autres activités génératrices de revenus.** Par ailleurs, les difficultés liées à l'accès au financement sont : méconnaissance de certaines des modalités d'obtention de crédit auprès de ces institutions de microfinances ; coût élevé du taux d'intérêt du crédit, manque de sensibilisation et d'information des bénéficiaires potentiels, et la difficulté de remboursement du crédit par les bénéficiaires.

5.3. Chapitre 3 : Profil gouvernance

5.3.1. Le conseil municipal

Le conseil municipal de Djibanar compte **quarante (40)** membres dont **50%** de conseillères. La direction de la commune assurée par un Maire âgé de 52 ans et qui est à son deuxième mandat d'élu. Il est assisté par deux (02) adjoints et un groupe de conseillers issus de ses partisans.

Pour un meilleur fonctionnement du conseil municipal sur le plan administratif et financier, l'État avait recruté un assistant communautaire nommé Secrétaire Municipal (SEMU) pour assister à la gestion de la commune.

Compte tenu des enjeux dans la commune, le conseil municipal dispose de onze (11) différentes commissions spécialisées que sont : *la commission Agriculture / Elevage, la Commission gestion des ressources naturelles, la Commission hydraulique et pêche, la Commission Coopération décentralisée, la Commission Genre et promotion féminine, la Commission finance, la Commission Planification, la Commission Jeunesse et Sports, la Commission Domaines et Urbanisme, la Commission Santé, action sociale et hygiène, la Commission Éducation.*

5.3.2. Répartition des conseillers par classes d'âge

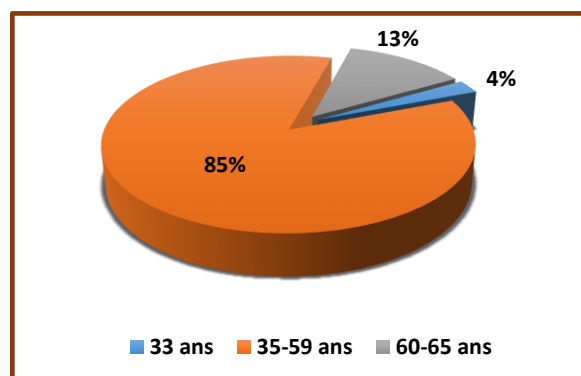
La moyenne d'âge varie entre **60 ans** pour le plus âgé et **33 ans** pour la moins âgée des élus.

L'analyse par classes d'âge du conseil municipal (Cf. graphique) permet de constater qu'une (01) seule conseillère a moins de 35 ans tandis que **85%** des élus, ont un âge compris entre 35 et 59 ans. Le reste, soit **13%** ont entre 60 et 65 ans.

La représentativité des jeunes au niveau de l'institution locale est très faible. En effet, les jeunes qui sont dans les limites de la tranche d'âge 18 – 35 ans ne représentent que **2%** du conseil municipal.

Cette situation faible s'explique par l'importance de l'exode rural et de l'émigration mais aussi par le fait qu'ils s'intéressent peu à la politique.

Graphique N°06 : Répartition des élus locaux par classes d'âge



5.3.3. Répartition géographique et l'appartenance politique

Le diagnostic sur la répartition géographique du conseil municipal renseigne 47,5% des conseillers sont issus de Djibanar, Klonia le plus petit village de la commune est représenté par un seul conseiller (cf. tableau ci – après).

L'appartenance politique des conseillers municipaux est marquée par deux coalitions. Il s'agit de Benno APR constituant la majorité avec 29 sièges, soit **72,5%** et de l'UCS avec 08 représentants soit **20%**.

Tableau N°09 : Répartition géographique des conseillers

Adresse des Conseillers	Effectif	Pourcentage
Djibanar	19	47,5%
Birkama	07	17,5%
Baconding	06	15%
Kounayan	04	10%
Bafata	03	7,5%
klonia	01	2,5%
Total	40	100%

Source : Commune de Djibanar, 2018

Le conseil municipal se caractérise par sa diversité et sa pluralité. En effet, se côtoie, en son sein, commerçant (06), des ménagères (12), des cultivateurs (09), 03 enseignants, 02 professeurs, 02 agricultrice, 01 forgeron, 01 caissière, 01 bucheron, 01 opérateur économique, 01 maçon, 01 mouleur.

Tableau N°10 : Appartenance politique des conseillers municipaux

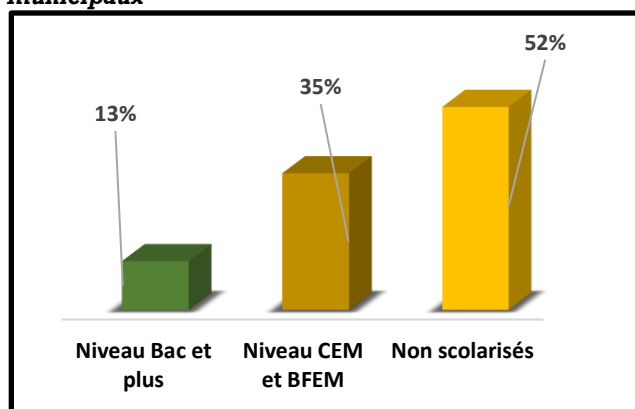
Coalition politiques	Parti Politique	Nombre de conseillers	Pourcentage
Benno Siguil Sénégal	APR	29	72,5%
UCS	UCS	08	20%
SOPI	PDS	03	7,5%
TOTAL		46	100%

5.3.4. Le niveau d'instruction

Le niveau d'instruction des élus est un indicateur qui permet de mesurer la capacité des élus à comprendre les textes et leurs prérogatives dans l'exercice de leurs fonctions. L'analyse du graphique ci-dessous permet de voir que le conseil municipal compte seulement **47,5%** de diplômés à l'enseignement français. Ils sont ainsi répartis : **05 conseillers** ont BAC ou BAC plus et **14** ont le niveau CEM ou BFEM. Le graphique ci-dessous en est une illustration.

Le faible niveau d'instruction est plus remarquable au niveau des femmes qui représentent **16** soit **76,19%** parmi les **21** non scolarisés.

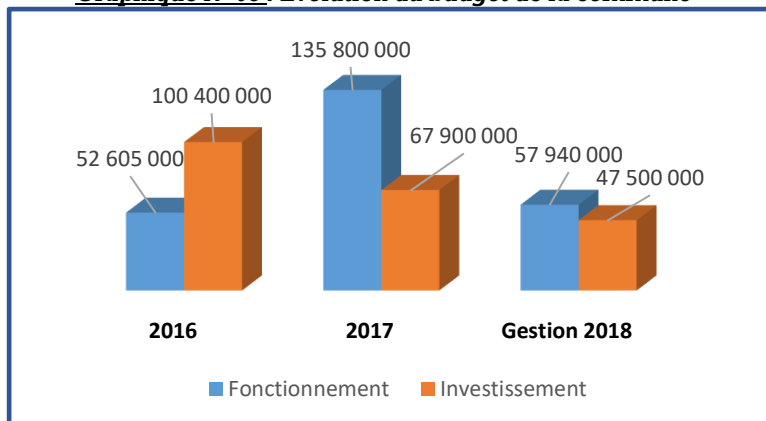
Graphique N 07 : Niveau d'instruction des conseillers municipaux



5.3.5. Les Finances Locales

Une analyse des trois derniers budgets de la commune montre une faiblesse et une instabilité des ressources financières de la commune. Le graphique ci – après décrit que le budget était plus élevé en 2017 qu'en 2016 (153 005 000 FCFA) et en 2018 le budget est passé à moins de 98 260 000 FCFA c'est-à-dire de 203 700 000 à 105 440 000 FCFA.

Graphique N 08 : Évolution du budget de la commune



Il s'y ajoute que la commune n'a reçu en termes de subvention pour 2018 que 57 940 000 FCFA pour les

fonds de fonctionnement contrairement en 2017 où les fonds sont estimés à 135 800 000 FCFA.

Paradoxalement, les dépenses de fonctionnement de la commune ont augmenté durant ces trois (03) dernières années au moment où non seulement les subventions allouées à l'investissement et les ressources propres connaissent un abaissement progressif.

Ainsi, il a été noté que les finances constituent le maillon faible de la commune de Djibanar, principalement dans la mobilisation des recettes. En effet, la commune éprouve des difficultés à recouvrer l'ensemble des recettes fiscales. Ce qui pose de sérieux problèmes à l'autorité locale quant à la réalisation des prévisions budgétaires. Ce qui constitue pour la commune des pertes financières à combler. La faiblesse des ressources propres est telle que la commune ne peut compter que l'apport de l'Etat ou d'autres partenaires techniques et financiers pour réaliser des investissements. Le Tableau ci-dessous nous donne l'état de ces dites ressources.

Tableau N°11 : répartition des recettes d'investissement sur le budget de 2014 à 2018

Années	Recette recouvrés		
	Prévision budgétaire	Recettes recouvrés	Total
2015	179 586 303	- FP : 1 366 325 FCFA - FDD : 15 500 000 - FC : 9 000 000 FCFA - BCI : 11 978 000f ()	37 844 325
2016	153 005 000	- FP : 2 409 800 FCFA - FDD : 17 000 000 FCFA - FC : 13 000 000 FCFA - BCI : 10 088 000 FCFA	42 497 800
2017	203 700 000	- FP : 2 029 350 FCFA - FDD : 17 000 000 FCFA	39 066 519

Années	Recette recouvrés		
	Prévision budgétaire	Recettes recouvrés	Total
		- FC : 15 000 000 FCFA - BCI : 5 037 169 FCFA	
Gestion 2018 (1 ^{er} semestre)	105 440 000	- FP : 762 350 - FDD : 17 000 000 FCFA - FC : 16 110 521 FCFA - BCI : 5 037 169f (BCI)	38 910 040

5.3.6. La société civile

La société civile est composée de plusieurs types de structures. Ces dernières interviennent dans des secteurs aussi variés que divers.

5.3.6.1. Les groupements

A. Les groupements de promotion féminine (GPF)

La commune de Djibanar compte *trente-huit (38)* dont seulement *douze (12)* sont reconnus juridiquement. Ces organisations sont en général essentiellement composées de femmes. Généralement, les GPF mènent des activités génératrices de revenus dans le petit commerce, dans le maraîchage, la transformation, la couture, etc. Outre cela, les GPF facilitent l'accès au financement à leurs membres à travers des crédits revolving. En effet elles mobilisent d'importantes sommes d'argent au titre de l'épargne pour ensuite procéder à du micro crédit entre elles. Actuellement les GPF reconnus juridiquement peuvent disposer des financements auprès des institutions financières décentralisées. Cependant le taux d'analphabétisme des femmes élevés et une absence de cadre fédérateur des GPF bloquent leur développement. S'il est vrai que le dynamisme des femmes n'est plus à démontrer, force est de constater qu'elles ont besoin de renforcement de capacités en entrepreneuriat féminin, en esprit d'entreprise et en gestion financière.

B. Les groupements d'intérêts économiques (GIE)

Soucieux de renforcer et d'accroître leurs activités, certains GPF se sont transformés en GIE du fait de leur crédibilité au niveau des partenaires au développement et financiers avec leur reconnaissance officielle. La commune compte plusieurs GIE s'activent dans divers domaines (commerce l'artisanat, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, etc.).

5.3.6.2. Les comités de gestion

L'objectif de ces comités est d'assurer la gestion des infrastructures communales. Cela, dans le but de susciter une pleine participation des populations au bon usage et à l'entretien des équipements et infrastructures. Ils sont régis par des textes réglementaires. Il est noté les comités de gestion des écoles, des marchés, des forages ; le comité de santé, le comité de gestion des cases de santé, etc.

5.3.6.3. Les Associations et Organisations

A) Les organisations villageoises

Ce sont des structures qui regroupent tous les habitants d'un village. Leur vocation est de renforcer la cohésion sociale et d'accomplir des initiatives communautaires dans le but de satisfaire des besoins pressentis par les villageois. Toutefois, il va falloir

rappeler que la dynamique de ces communautés villageoises est, surtout, entretenue par l'appui des associations des émigrés qui sont au nombre de trois (03) dans la commune.

B) Les Associations des Usagers du Forage (ASUFOR)

L'ASUFOR de Djibanar s'occupe de l'entretien et de la maintenance des ouvrages et gère les fonds générés par l'exploitation de l'eau. C'est aussi à l'ASUFOR qu'il revient la charge de réaliser les adductions d'eau vers les autres villages polarisés. La gestion du forage n'a suscité, lors du diagnostic, aucun problème particulier à l'exception du fait que ses membres ont exprimé un besoin de formation en maintenance des machines et en gestion financière.

C) Les associations de parents d'élèves (APE)

Elles sont actuellement au nombre de dix (10) y compris celles des CEM. En outre, toutes les écoles et CEM disposent d'un **comité de gestion d'établissement (CGE)** qui est suivi dans ses activités par l'IEF de Goudomp. Il existe également **six (06) CAV** au niveau de six (06) écoles par les huit (08).

En raison de leur faible capacité managériale et un déficit financier nécessaires à leurs missions de gestion des écoles, l'impact des Associations de parents d'élèves (APE) dans le domaine éducatif est peu appréciable.

D) Les associations sportives et culturelles (ASC)

La commune de Djibanar compte **14 Associations Sportives et Culturelles (ASC)** dont **neuf (09)** sont reconnues officiellement. Djibanar dispose d'un terrain de football municipal dont la clôture a été réalisée en 2016.

E) L'association des personnes handicapées

Elle a pour objectif de : promouvoir les intérêts matériels et moraux de ses membres et promouvoir et faire la promotion des droits des personnes handicapées.

F) Les organisations religieuses

on dénombre **48** organisations religieuses musulmanes qui sont communément appelées « Dahiras » et **06 associations** chrétiennes. Ces organisations regroupent généralement des personnes de même confrérie religieuse (Mourides, Tidianes, chrétiens).

6. PLAN D'ACTION

6.1. Problématique majeure de développement

Le diagnostic de la commune de Djibanar, a permis d'identifier d'importantes potentialités. Cependant, ces dernières sont sous exploitées avec comme corollaire un déficit infrastructurel. A cet effet, il importe de renforcer le niveau d'accès aux services sociaux de base et de valoriser les potentialités de la collectivité territoriale. La mise en valeur de ces potentialités devrait permettre à la commune d'atteindre la sécurité alimentaire et d'asseoir une économie locale attrayante et compétitive. Aussi, les autres secteurs tels le commerce et l'artisanat seront-ils impulsés et le dynamisme des jeunes et femmes renforcé.

Le développement de ces secteurs devra être accompagné d'une bonne politique énergétique et d'infrastructures routières couplé par un maillage continu d'équipement des infrastructures sociales de base, une ouverture interne et externe de la commune pour assurer une bonne circulation des personnes et des biens.

6.2. Vision

« *Djibanar une collectivité territoriale émergente et dynamique autour d'un épanouissement des populations et le développement des secteurs économiques, de la coopération et du partenariat pour un développement harmonieux et durable de la commune* ». telle est la vision définie par les acteurs de la collectivité territoriale. Cette vision reste conforme à celle du Sénégal bâtie sur l'émergence économique et la solidarité, à travers le Plan Sénégal Émergent (PSE), cadre de référence de la politique économique et sociale de l'Etat du Sénégal, qui fait de la transformation structurelle de l'économie, du capital humain et de la gouvernance, ses principaux axes stratégiques. Elle est également articulée aux Objectifs de Développement Durables (ODD). La matérialisation de cette vision est assujettie au rehaussement du niveau infrastructurel et une valorisation accrue des potentialités économiques.

6.3. Axes stratégiques

Dans la dynamique d'asseoir une politique économique et sociale cohérente et répondant aux exigences propres de la localité, les acteurs locaux de la commune de Djibanar ont décliné quatre (04) axes stratégiques que sont :

- **AXE 1 : Modernisation de la commune et Protection de l'environnement**
- **AXE 2 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base**
- **AXE 3 : Amélioration les inputs et outputs de l'économie locale**
- **AXE 4: Promotion de la bonne gouvernance et développement de la coopération décentralisée.**

6.4. Objectifs de développement

Les axes stratégiques ci-dessus énumérés, sont articulés autour d'objectifs de développement. Anis chaque axe stratégique contient un certain nombre d'objectifs qui atteints participent à la réalisation du futur souhaité.

AXE 1 : Modernisation de la commune et protection de l'environnement

L'accroissement des établissements humains consécutif à la croissance démographique, au retour des villages déplacés et au développement des activités économiques, ne s'est pas toujours fait selon les normes édictées en matière d'urbanisme et d'habitat dans la commune de Djibanar. À cela s'ajoutent les problèmes de circulation des biens et personnes à l'intérieur de la commune, de ravinement et l'absence de systèmes d'assainissement adéquats. Pour permettre ainsi la modernisation de la commune, l'amélioration du cadre de vie et la gestion durable des ressources naturelles ainsi que la protection de l'environnement doivent être privilégiée.

La modernisation de la commune passe aussi donc par la réalisation de pistes rurales reliant les principaux établissements humains. Il s'y ajoute la construction de quelques routes latéritiques pour assurer la liaison de la commune à son hinterland en sus da la RN6. Elle passe, également, par l'accès aux technologies de l'information et de la communication pour une ouverture vers l'extérieur avec une rapidité adéquate.

L'amélioration du cadre de vie passe un système d'assainissement performant avec une bonne stratégie de gestion des ordures ménagères mais aussi par une bonne politique d'accès à l'électricité et aux énergies renouvelables et durables. Conformément à la politique du mix énergétique prônée par l'Etat, la commune envisage d'atteindre l'accès à l'énergie pour tous avec la diversité et la pluralité des sources. Cette politique permettra de faciliter une gestion durable des ressources naturelles et une protection de l'environnement en proposant des substitutions à l'utilisation des ressources aux populations. Les objectifs spécifiques proposés pour cet axe sont :

- **OS1 : assainir et rendre plus attractif la commune**
- **OS2 : densifier l'accès à l'électricité et aux énergies renouvelables**
- **OS3 : moderniser et améliorer l'offre de transport et communication**
- **OS4 : assurer la gestion durable des ressources naturelles et protection de l'environnement**

AXE 2 : Amélioration des services sociaux de base

Le développement durable requiert la mise en place d'infrastructures de base de qualité et mieux réparties géographiquement. A cela s'ajoute la dotation aux populations de services sociaux indispensables (éducation, santé, hydraulique, etc.). La satisfaction de ces besoins sociaux de base constitue un facteur essentiel de sortie de la pauvreté. En effet, l'accès à des infrastructures de base, de santé, d'éducation et de formation, d'adduction d'eau potable à un effet direct sur la qualité de vie. Il

détermine en plus l'offre d'opportunités économiques aux populations. En outre, Les résultats du diagnostic participatif ont fait ressortir que les jeunes, les femmes et les couches vulnérables ont difficilement accès aux ressources, aux services sociaux de base et aux opportunités économiques.

Cet axe vise à continuer le maillage de la commune en infrastructures sociales de base et à asseoir un service public de qualité. Il se décline en trois objectifs :

- **OS1 : améliorer l'accès à des services de santé de qualité**
- **OS2 : augmenter les infrastructures et équipements scolaires**
- **OS3 : Appuyer l'éducation arabo – coranique et la formation professionnelle**
- **OS4 : renforcer l'accès à une eau potable de qualité dans la commune**
- **OS5 : renforcer l'autonomisation des femmes**
- **OS6 : Soutenir la jeunesse et augmenter les infrastructures de sports et d'épanouissement**

AXE 3 : Amélioration les inputs et outputs de l'économie locale

La commune de Djibanar dispose d'énormes potentialités économiques du fait de sa position géographique. Cependant, force est de constater qu'elle n'arrive pas à en tirer pleinement profit. La valorisation de ces ressources et potentialités devraient permettre une amélioration considérable des conditions de vie des populations. Il urge alors de soutenir davantage le développement de l'économie locale en mettant l'accent plus sur les secteurs à forte valeur ajoutée parmi lesquels : l'agriculture, le maraichage, l'arboriculture, la pêche, l'élevage, le commerce, l'artisanat, etc.

Afin de booster le développement le secteur de l'économie locale et ainsi augmenter les revenus des ménages de la commune, les objectifs suivants devront être satisfaits :

- **OS1 : redynamiser les activités agricoles à travers les programmes orientés vers l'arboriculture**
- **OS2 : sécuriser et soutenir le secteur de l'élevage**
- **OS3 : promouvoir le secteur de la pêche**
- **OS4 : améliorer l'environnement du commerce,**
- **OS5 : valoriser le tourisme et la culture**
- **OS6 : valoriser le secteur artisanal**

AXE 4 : Promotion de la bonne gouvernance et développement de la coopération décentralisée

Le développement durable de la commune de Djibanar reste assujetti à une meilleure gouvernance de ses affaires locales et au renforcement de capacités de l'ensemble des acteurs locaux. Ces derniers, dynamiques soient-ils, restent confrontés à un déficit capacitaire accru. Ce qui constitue un facteur limitant surtout à l'endroit des élus dans l'exercice de leurs fonctions.

Par ailleurs, la promotion de la bonne gouvernance requiert aussi le renforcement des capacités de la société civile qui doit participer à la cogestion du développement local et assurer également la gestion, l'entretien et la maintenance de certaines infrastructures.

Ainsi cet axe vise le renforcement du leadership et des capacités de management des acteurs dans une perspective d'amélioration de la gestion et de développement du réseau de partenariat de la commune.

- **OS1 : renforcement des capacités des élus**
- **OS2 : Renforcer les capacités de la société civile**
- **OS3 : développer l'intercommunalité et le partenariat local.**

6.5. Articulation du PDC avec le PSE et le PDD de Goudomp

VISION DU PSE	VISION DU PDD DE GOUDOMP	VISION DU PDC
<p>FAIRE DU SENEGAL UN PAYS EMERGENT D'ICI 2035 AVEC UNE SOCIETE SOLIDAIRE DANS UN ETAT DE DROIT</p>	<p>COLLECTIVITE LOCALE FORTE ET DYNAMIQUE, DEVELOPPEMENT HARMONIEUX ET DURABLE AUTOUR D'UNE BONNE GESTION DES AFFAIRES PUBLIQUES, EPANOUISSEMENT DES POPULATIONS, CONCERTATION, DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES APPUYE PAR DES FORMATIONS DE QUALITE, SOLIDARITE, REPARTITION EQUITABLE DES RICHESSES, EGALITE DE CHANCES, INSERTION DANS L'ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION ET DU PARTENARIAT</p>	<p>DJIBANAR UNE COLLECTIVITE TERRITORIALE EMERGENTE ET DYNAMIQUE AUTOUR D'UN EPANOUISSEMENT DES POPULATIONS, ET LE DEVELOPPEMENT DES SECTEURS ECONOMIQUES, DE LA COOPERATION ET DU PARTENARIAT POUR UN DEVELOPPEMENT HARMONIEUX ET DURABLE DE LA COMMUNE.</p>
AXES DU PSE	AXES DU PDD	AXES DU PDC
<p>TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE ET DE LA CROISSANCE</p>	<p>AXE 1: DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES ECONOMIQUES</p>	<p>AXE 3: AMELIORATION DES INPUTS ET OUTPUTS DE L'ECONOMIE LOCALE</p>
<p>CAPITAL HUMAIN, PROTECTION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT DURABLE</p>	<p>AXE 2: DEVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN, ET DES INFRASTRUCTURES, AMENAGEMENT DE L'HABITAT ET DU CADRE DE VIE</p>	<p>AXE 2: AMELIORATION DE L'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE AXE 1 : MODERNISATION DE LA COMMUNE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</p>
<p>GOUVERNANCE, INSTITUTION, PAIX ET SECURITE</p>	<p>AXE 3: RENFORCEMENT ET APPROFONDISSEMENT DE LA DECENTRALISATION</p>	<p>AXE 2: PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION DECENTRALISEE</p>

6.6. Plan d'actions

AXE 1 : MODERNISATION DE LA COMMUNE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT								
OS 1 : ASSAINIR ET RENDRE PLUS ATTRACTIF LA COMMUNE								
ACTIONS	LIEUX	COUT (Million Fcfa)	PERIODE					ACTEURS ET PARTENAIRES
			2018	2019	2020	2021	2022	
Extension du lotissement du village	Djibanar	PM		X				Commune - collectif des chefs de village – Populations-Autorité administrative-STD
Restructurer et lotir les villages	Birkama, Baconding	PM		X				
Aligner les villages	Bafata, Kounaya	PM		X	X			
Augmenter la construction des latrines, de lavoirs et de fosses septiques dans les ménages	Toute la commune	PM		X	X			Autorité administrative-STD- Commune - PEPAM- Populations
Mettre en place un système de ramassage des ordures ménagères par charrette (ROC)		10		X	X			Autorité administrative-STD - Commune - collectif des chefs de village – Populations
Mettre en place des dépotoirs à ordures réglementés dans les villages	Tous les villages	PM		X	X			
Créer un site d'incinération dans chaque zone	Dans les deux zones (Djibanar et Bafata)	PM			X	X		
Doter les structures sanitaires d'incinérateurs de déchets biomédicaux	Djibanar, Birkama, Bafata, Kounayan	PM		X	X			Autorité administrative-STD - Commune - Structures sanitaires

Créer un système de canalisation des eaux de pluie vers le fleuve et les rizières	Dans tous les villages	PM			X	X		Autorité administrative-STD - Commune – Populations – PTF
Installer des comités villageois d'hygiène et salubrité	Tous les villages	PM		X	X	X	X	Autorité administrative-STD - Commune - collectif des chefs de village – Populations – PTF
Sensibiliser la population sur l'assainissement et l'environnement	Toute la commune	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD - Commune - collectif des chefs de village – Populations – PTF
Aménager des espaces verts	Tous les villages	10		X	X			Autorité administrative-STD - Commune –Eaux et Forêts– Populations

Accompagner la reconstruction des habitations des villages déplacés	Villages déplacés	PM		X	X	X	X	Autorité administrative-STD - Commune - collectif des chefs de village – Populations – PUMA-ANRAC
--	--------------------------	----	--	---	---	---	---	---

OS2 : DENSIFIER L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ ET AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

Étendre le réseau électrique dans les villages qui se trouvent sous la haute tension	Djibanar, Birkama, Kounayan, Baconding	PM		X	X			Autorité administrative-STD - Commune – SENELEC ENEKIO et PNDL/ARDS
Électrifier les villages de Bafata, Klonia par voie thermique	Bafata, Klonia	PM		X	X			Autorité administrative-STD-

								Commune - Etat – PUMA
Renforcer l'éclairage public dans toute la commune	Toute la commune	PM		X	X	X		Autorité administrative-STD - Commune – SENELEC – PUMA
Faciliter la création des dépôts des bouteilles de gaz butane	Djibanar et Bafata	PM		X	X			Autorité administrative-STD - Commune – Populations
Mettre en place une stratégie d'entretien et de maintenance des lampadaires	Commune	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD - Commune – Populations
Vulgariser l'utilisation des foyers améliorés et des fourneaux « ban aksouf » et le biogaz	Tous les villages	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD-Commune – PTF
OS3 : MODERNISER ET AMÉLIORER L'OFFRE DE TRANSPORT ET COMMUNICATION								
Construire et équiper une gare routière	Djibanar	35		X	X			CM - SHELTER FOR LIFE – PPDC
Construire des pistes rurales en latéritique	- Baconding au Fleuve (1,5km) - Birkama au Fleuve (1,5km) - Axe quartier Kingafi au Fleuve sur 01km	42		X	X	X		Autorité administrative-STD - Commune – PUMA – Partenaires
Réhabiliter la piste latéritique	Djibanar – Bafata – Frontière avec la guinée Bissau (12Km)	156		X	X			Autorité administrative-STD-Commune – Etat – Partenaires

Doter la commune d'une chaloupe fluviale	Commune	PM			X			Autorité administrative-STD – Commune-partenaires
Aménager les sites de débarquements de Djibanar et de Birkama	Djibanar et de Birkama	50		X	X			Autorité administrative-STD - CM-Service des Eaux et Forêts – Populations

Construire des hangars modernes sur les quais d'embarquement de Djibanar et de Birkama	Commune	60			X	X		Autorité administrative-STD -CM –Service des transports PTF
Formaliser le transport des « Jakartaas »	Toute la Commune	PM	X	X	X	X	X	CM – Transporteurs Jarkartaas, Service des transports
Rendre meilleur les réseaux téléphoniques (Installer des antennes)	Tigo à Bafata et antenne expresso à Djibanar	PM		X	X			Autorité administrative-STD -CM – Orange - Tigo-Expresso
Promouvoir l'accès aux TIC avec la 4 G	Commune	PM		X	X			Autorité administrative-STD -Commune – Populations
Créer une radio communautaire	Djibanar	20		X	X			

OS4 : ASSURER LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Redynamiser et équiper les comités de lutte contre les feux de brousse	Commune Djibanar	PM	X	X				Autorité administrative-STD -Commune - Eaux et Forêts – CLFB
---	------------------	-----------	---	---	--	--	--	--

Créer des pare-feux nus et verts et faire des feux de brousse précoces	Forêt classée de Bafata et aire de mis en défens	PM	X	X				Autorité administrative-STD -Commune - Eaux et Forêts - population,
Créer des pépinières villageoises et communautaires	Toute la commune	PM	X	X				Autorité administrative-STD -Commune - Eaux et Forêts - Collectif des chefs de village – PTF
Reboiser les espaces dénudés dans la forêt et les aires de mis en défens et en assurer le suivi	Espaces forestières	PM	X	X	X	X	X	
Créer des forêts villageoises et communautaires	Commune	PM	X	X	X	X	X	
Réaliser des ouvrages anti – érosifs pour lutter contre le ravinement	Commune	PM		X	X			Autorité administrative-STD -Commune – population – Partenaires
Curer les mares	Mares naturelles de la commune	20		X	X			Commune – population – Partenaires
Instaurer un plan de gestion des ressources naturelles	Commune	10	X	X				Autorité administrative-STD -Commune – Partenaires
TOTAL PROGRAMME AXE 1		413						

AXE 2 : AMÉLIORATION DES SERVICES SOCIAUX DE BASE

OS1 : AMÉLIORER L'ACCÈS À DES SERVICES DE SANTÉ DE QUALITÉ

Réhabiliter les locaux et équiper les structures sanitaires	Poste de santé de Djibanar ; Bafata et cases de santé de Birkama, Kounayan et Baconding	24		X	X	X		Autorité administrative-STD- CM - District sanitaire - PUMA - Coopération Espagnol (AECID) et l'ARDS – PTF
Construire et équiper un poste de santé	Birkama	40		X	X			Autorité administrative-STD- CM - District sanitaire - PUMA - UNICEF - Coopération Espagnol (AECID) et l'ARDS - AFRIQUE ENJEUX – PTF
Construire et équiper une case de santé	Klonia	7		X				
Renforcer le plateau médical technique des Postes de santé	Djibanar et Bafata	PM		X	X			
Doter les postes de 02 ambulances médicalisées	Djibanar et Bafata	50		X	X			
Renforcer le personnel soignant qualifié et communautaire en ICP et Sages femmes	Toutes les structures sanitaires	PM	X	X				Autorité administrative-STD - CM - District sanitaire -Etat
Renforcer les capacités techniques du personnel soignant communautaire et appuyer leur motivation	Toutes les structures sanitaires	PM	X	X				Autorité administrative-STD- CM - District sanitaire - UNICEF -
Redynamiser les comités de développement sanitaire	Toutes les structures sanitaires	PM	X	X	X			Autorité administrative-STD- CM - District sanitaire

									- UNICEF - Populations
Sensibiliser la population sur les questions de santé et pour l'adhésion à la mutuelle de santé	Toute la commune	PM	X	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD-CM -UNICEF - Comités de santé - Populations
Organiser chaque année des journées de consultations gratuites et pérennes		PM	X	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD-CM - District sanitaire - Populations
OS2 : AUGMENTER LES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES									
Construire et équiper le CEM de Birkama	Birkama (12 salles + bloc administratif)	150		X	X				Autorité administrative-STD-CM - IEF - SDADL
Construire et équiper un lycée	Djibanar	PM		X	X				PAEBCA - Autres partenaires

Construire et équiper 10 salles de classe pour remplacer les abris	Djibanar 1 (02 classe), Djibanar 2 (01 classe) Birkama 2 (04 classes) Baconding (02 classe),	60		X	X			Autorité administrative-STD-CM - IEF - PAEBCA - UNICEF - Afrique Enjeux - Projets - Programmes - partenaires
Construire et équiper 04 cases des Touts petits	Kounayan, Birkama, Baconding, Bafata	48		X	X			
Construire un CEM à Bafata	Bafata	150		X	X			
Construire des points d'eau (puits modernes et bornes fontaines) dans les préscolaires et écoles	Préscolaires (Baconding, Djibanar, Birkama, Kounayan) Écoles de Klonia et Birkama 2	PM		X	X			Autorité administrative-STD - CM - - UNICEF - Afrique Enjeux
Clôturer 06 écoles et toutes les préscolaires	Djibanar 2, Birkama2, Baconding, Kounayan, Klonia, Bafata et préscolaires	60		X	X			Autorité administrative-STD-CM - IEF - UNICEF Afrique Enjeux - TOSTAN - Autres partenaires
Augmenter les latrines au niveau des préscolaires et l'école de Klonia	Toutes les préscolaires et école Klonia	30		X	X			
Augmenter 04 femmes de charge au niveau des préscolaires	Toutes les préscolaires	PM	X					Autorité administrative-STD-CM - IEF - TOSTAN - Autres partenaires
Électrifier les écoles et préscolaires	Toutes les préscolaires et écoles	PM		X	X			Autorité administrative-STD - CM - IEF - Autres partenaires
Augmenter le matériel et les manuels scolaires	Toutes les préscolaires et école	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD - CM - IEF - UNICEF
Construire des Salles d'informatique et Bibliothèques	CEM	50			X	X		

								Afrique Enjeux - Autres partenaires
OS3 : APPUYER L'ÉDUCATION ARABO – CORANIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE								
Construire une école Franco - arabe	Kounayan	PM		X				Autorité administrative-STD- CM - IEF - UNICEF - TOSTAN - Autres partenaires
Appuyer la modernisation des daaras	Djibanar, Birkama, Bafata	PM			X	X		Autorité administrative-STD- Commune-Parenaires
Construire un centre de formation professionnelle (Plateforme multifonctionnelle)	DJIBANAR	PM		X	X			Autorité administrative-STD - CM - IEF - PPDC
Créer des classes d'alphabétisation	Commune	PM		X	X	X		Autorité administrative-STD- CM - UNICEF - TOSTAN - Partenaires commune

OS4 : RENFORCER L'ACCÈS À UNE EAU POTABLE DE QUALITÉ								
Construire un forage Bafata	Bafata	PM	X					Financé par le PUMA
Réaliser des adductions à partir du forage de Bafata	Klonia et les villages déplacés (Saliote, Adéanading, Bafata Bram et Mandingue)	PM		X				Autorité administrative-STD- CM – PUMA

Réaliser une extension du réseau d'adduction d'eau du forage de Djibanar sur 20 km	Djibanar, Birkama, Baconding	120	X					Commune - PNDL-ARDS - ASUFOR
Subventionner les branchements privés pour les personnes vulnérables	Toute la commune	PM		X	X	X	X	Autorité administrative-STD - Commune, Etat, Partenaires commune
Augmenter les bornes fontaines publiques	Tous les villages	PM	X	X				Autorité administrative-STD-Commune, Etat, - OFOR - Fermier
Équiper le mini forage de Djibanar	Djibanar	12	X					Autorité administrative-STD - Commune - MCA
Construire des puits modernes	Tous les villages	PM		X	X			Autorité administrative-STD - Commune - PEPAM BAD
OS5 : RENFORCER L'AUTONOMISATION DES FEMMES								
Construire une maison des femmes	Djibanar	PM		X				Autorité administrative-STD-CM -SDADL - Partenaires
Former les femmes en entrepreneuriat et leadership, en transformation des produits locaux, et sur la savonnerie et teinture	Commune	5	X	X				Autorité administrative-STD - CM -Kabonketoor - UNICEF, TOSTAN,

Appuyer la collaboration entre GIE/GPF et les structures de microfinance	Commune	PM	X	X				Autorité administrative-STD - CM - Structures financiers - GIE/GPF
Doter les femmes en équipements d'allègement des travaux domestiques (12 moulins, 06 décortiqueuses, 06 batteuses à riz) et de matériels agricoles	Toute la commune	PM	X	X				Commune - SDDR - Afrique Enjeux - SDADL - Partenaires
OS6 : SOUTENIR LA JEUNESSE ET AUGMENTER LES INFRASTRUCTURES DE SPORTS ET D'ÉPANOUISSEMENT								
Réhabiliter et équiper 03 foyers des jeunes	Djibanar, Klonia, Kounayan	15		X				Autorité administrative-STD- Commune - Partenaires
Achever la construction et équiper 03 foyers des jeunes	Birkama, Bafata, Baconding	PM	X					Autorité administrative-STD- Commune - Partenaires
Achever le Stade municipal	Djibanar	PM	X					CM et ODECAV, service des sports
Construire des terrains multifonctionnels	Djibanar, Birkama et Bafata	PM		X	X			
Construire un centre socioculturel et multimédia	Birkama	PM			X			Autorité administrative-STD - Commune - Partenaires

Aider à la formalisation des ASC, des écoles de foot et l'accès aux sources de financement	Toute la commune	PM	X	X	X	X	X	CM et ODECAV, CDEPS
TOTAL PROGRAMME AXE II		821						
AXE 3 : AMELIORATION DES INPUTS ET OUTPUTS DE L'ECONOMIE LOCALE								
OS1 : REDYNAMISER LES ACTIVITÉS AGRICOLES								
Appuyer l'organisation des producteurs en associations, Unions et fédérations	Toute la commune	PM	X	X	X			Autorité administrative-STD-CM - ANRAC - Autres partenaires
Renforcer la formation et l'encadrement technique en cultures de céréales (riz, mil, maïs, sésame, sorgho, etc.)	Toute la commune	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD-CM - TIKA - ANRAC - SDDR - Partenaires
Construire et réhabiliter les digues et ouvrages anti-sel et de retenue d'eau	Vallée Baconding et Goudomp Vallée Kounayan - Djibanar	120	X	X				Autorité administrative-STD-CM - AFEX et TIKA - PPDC- ANRAC - Autres partenaires
Reboiser les alentours des vallées	Djibanar - Birkama	PM	X	X				Autorité administrative-STD - CM - Populations - Eaux et Forêts
Initier la pratique de la culture du riz de plateau	Tous les villages	PM	X	X				Autorité administrative-STD - CM - ANRAC - SDDR

Renforcer la mécanisation du matériel agricole (02 tracteurs à Bafata, Birkama, 12 motoculteurs)	Commune	PM	X	X				Autorité administrative-STD-CM - AFEX et TIKA PPDC- ANRAC – SDDR
Diversifier les plantations arboricoles	Toute la commune	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD-CM - ANRAC – SDDR
Réhabiliter et équiper 04 blocs maraichers	Djibanar, Bafata, Baconding, Birkama	20	X	X				Autorité administrative-STD - CM - AFEX et TIKA, PPDC- ANRAC – SDDR
Aménager 02 blocs maraichers	Klonia, Kounayan	40		X				Autorité administrative-STD – CM-PPDC- ANCAR – SDDR
Réhabiliter et construire des magasins de stockage pour sécuriser les productions	Djibanar, Birkama et Bafata	36		X				Autorité administrative-STD-CM - PPDC-partenaires
Installer 03 unités de transformation et de conservation des produits locaux	Djibanar, Birkama et Bafata	30		X	X			Autorité administrative-STD-CM – SDDR – partenaires
Appuyer la lutte collective contre les mouches de fruits (multiplier les sites)	Toute la commune	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD-CM – SDDR

Créer une ferme agricole	Birkama	PM	X					Autorité administrative-STD-Commune – ANIDA
Réhabiliter le périmètre UTP2 de 120 ha (02 forages, locaux, système d'irrigation)	Baconding	PM	X	X				Autorité administrative-STD-Commune – PRODAC
OS2 : SÉCURISER ET SOUTENIR LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE								
Renforcer les Cantonnements militaires	Saliote, Bantancountou	PM	X					Autorité administrative-STD-CM – Etat – Armée
Appuyer l'organisation des éleveurs	Toute la Commune	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD-CM – - Éleveurs – MDE
Lutter contre le vol de bétail par le marquage du bétail, création et équipement des comités de veille et de surveillance	Tous les villages	PM	X	X				Autorité administrative-STD-CM – Etat – SDADL – Éleveurs – MDE – service technique de l'élevage
Construire 03 mares pastorales	Entre Djibanar, Bafata et Klonia Birkama - Klonia Birkama - Djibanar	PM			X	X		Autorité administrative-STD-CM –Éleveurs – Partenaires
Construire 03 puits pastoraux avec des abreuvoirs	Djibanar, Bafata, Kounayan	PM		X				
Aménager 06 zones de pâturage	Les 06 villages	PM		X	X			CM – Etat – SDADL – Éleveurs – MDE

Matérialiser 06 parcours de bétail		PM		X				
Revaloriser l'élevage des petits ruminants et de la volaille	Tous les villages	PM		X	X			Autorité administrative-STD-CM – Service technique Élevage – Éleveurs
Développer l'aviculture moderne pour les populations déplacées	Klonia, BafataBaconding	PM	X					Autorité administrative-STD-CM –Éleveurs – ANRAC

Promouvoir l'embouche bovine	Dans les 06 villages	PM	X	X				Autorité administrative-STD-CM –Éleveurs – Partenaire
Créer 02 parcs à vaccination	Djibanar, Bafata,	14			X	X		Autorité administrative-CM – Service technique Élevage – Éleveurs
Créer 02 aires d'abattage réglementaires	Djibanar, Bafata	PM		X				
Organiser des campagnes de vaccination du bétail	Tous les villages	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-CM – Service technique Élevage – Éleveurs – Partenaires
Améliorer les races locales (géniteurs et insémination artificielle)	Toute la commune	PM	X	X	X	X	X	
OS3 : PROMOUVOIR LE SECTEUR DE LA PÊCHE								
Organiser les acteurs de la pêche	Commune	PM	X					Autorité administrative-CM –

								Service technique de la pêche - Pêcheurs -
Créer des récifs artificiels et identifier les zones de reproduction et les protéger	Fleuve	PM		X				Autorité administrative-CM – Service technique de la pêche – Pêcheurs
Reboiser la mangrove	Espace mangrove	PM		X	X			Autorité administrative-STD-CM - Populations – Eaux et Forêts – Partenaires
Créer des comités de veille et de surveillance	Djibanar, Baconding, Birkama	PM		X				Autorité administrative-CM – Service technique de la pêche - Pêcheurs – Partenaires
Sensibiliser les pêcheurs sur le respect des zones de reproduction et sur l'usage des filets non réglementaires	Djibanar, Baconding, Birkama	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD-CM – Service technique de la pêche - Pêcheurs – Partenaires
Construire 02 sites piscicoles	Birkama et Djibanar	50	X					Autorité administrative-STD-CM – ANA – Pêcheurs
Créer un cadre de concertation des acteurs	Commune	PM		X				Autorité administrative-STD-CM - Pêcheurs – STP

Draguer le chenal du fleuve	Fleuve	PM		X				Autorité administrative-STD - CM –Partenaires
-----------------------------	--------	----	--	---	--	--	--	--

Construire 02 quais de pêche	Birkama et djibanar	20			X			Autorité administrative-STD - CM – Service technique de la pêche - Pêcheurs – Partenaires
Construire 02 unités de conservation et de transformation des produits halieutiques	Birkama et djibanar	100			X	X		Autorité administrative-STD - CM – Service technique de la pêche - Pêcheurs – Partenaires
Construire une station hors-bord au quai	Djibanar	PM	X					Autorité administrative-STD - CM – Service technique de la pêche - Pêcheurs – Partenaires CM – Partenaires

OS4 : AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT DU COMMERCE

Formalisation et organisation des acteurs	Commune	PM	X					Autorité administrative-STD - Commune – SDADL – commerçants
---	---------	----	---	--	--	--	--	--

Achever la construction du marché permanent et augmenter cantines et souks	Djibanar	20	X					Autorité administrative-STD - Commune - Coopération espagnole – ARD
Faciliter l'accès aux crédits	Commune	PM		X	X	X	X	Autorité administrative-STD - Commune – SFD
Construire des halls et souks au marché hebdomadaire (cantines mobiles et jumelées, pavage, etc.)	Djibanar	25	X					Commune - Afrique Enjeux- Partenaires
Construire 02 marchés permanents	BIRKAMA, BAFATA	20			X	X		Autorité administrative-STD- commerçants
Mettre en place des comités de gestion	Commune	PM	X		X			Autorité administrative-STD - Commune – commerçants
Promouvoir et vulgariser les produits locaux	Commune	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD - Commune – commerçants
OS5 : VALORISER LE TOURISME ET LA CULTURE								
Élaborer un plan de développement du tourisme	Commune	6	X					Autorité administrative-STD - Conseil municipal
Organiser des fora pour promouvoir les sites historiques de la commune	Commune	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-

(niches oiseaux migratoires, réserve bsingué : lieu sacré, bamboussaie de Birkama, etc.)									Commune - acteurs culturels - service technique du tourisme - SDADL - Partenaires
Valoriser les cultures des différentes ethnies	Tous les villages	PM	X	X	X	X	X		

Accompagner les acteurs culturels	Commune	PM	X	X	X	X			Commune - acteurs culturels - Partenaires
Construire des réceptacles touristiques sur long du fleuve	Djibanar, Birkama	40		X	X				Autorité administrative-STD - Commune - Partenaires

OS6 : VALORISER LE SECTEUR ARTISANAL

Appuyer l'organisation des artisans par corps de métiers	Toute la commune	PM	X						Autorité administrative-STD - CM - Chambre des métiers - Artisans
Construire un complexe artisanal	Djibanar	50			X				Autorité administrative-STD - CM, Artisans, Partenaires
Faciliter aux artisans l'accès au crédit et aux fonds d'appui à l'artisanat	Commune	PM	X	X	X	X	X		Autorité administrative-STD - CM - SFD - Artisans
Former les artisans en Gestion Administrative et Financière (GAF) et marketing	Commune	3							Autorité administrative-STD -

								CM, Artisans, Partenaires
Faciliter les concertations périodiques avec le conseil municipal	Commune	PM	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD - CM - Artisans
Sensibiliser les artisans pour leur adhésion à la chambre des métiers	Tous les villages	PM	X	X				Autorité administrative-STD - CM - Chambre des métiers - Artisans
Développer le partenariat avec des projets et programmes qui interviennent dans le secteur	Commune	PM		X	X			Autorité administrative-STD - CM - Artisans - Partenaires
TOTAL PROGRAMME AXE III		594						
AXE 4 : PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE ET DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION DECENTRALISEE								
OS1 : RENFORCER LES CAPACITÉS DES ÉLUS								
Doter la mairie de site Web et de SIG	Siège du conseil municipal	15		X				Autorité administrative-STD- CM -partenaires
Réhabiliter l'hôtel de ville et achat de mobiliers et matériels administratifs	Siège du conseil municipal	22	X					Autorité administrative-STD - CM - AGETIP

Elaborer et mettre en œuvre un plan de mobilisation des ressources	Siège du conseil municipal	5	X	X	X	X	X	Maire et conseil municipal - Partenaires
--	----------------------------	---	---	---	---	---	---	--

Former les conseillers municipaux et le secrétaire municipal sur l'acte III de la décentralisation, rôles et responsabilités de l'élu et élaboration du budget participatif, bonne gestion des affaires publiques	siège du conseil municipal	7,5	X	X	X	X	X	Autorité administrative-STD - CM – ARD - PTF
Former les élus sur le foncier	Commune	7,5	X					
Former le personnel du conseil municipal (état-civil, archivage, entretien et maintenance des infrastructures)	siège du conseil municipal	3	X					
Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication pour le PDC	Commune	5	X					
Former les élus en passation de marchés publics		7,5	X					
Former les élus sur le budget participatif		7,5	X					
Former les élus en fiscalité et finances locales		7,5	X					

OS2 : RENFORCER LES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Appuyer la formation des comités de gestion (rôles et responsabilités, GAF, GEM, mobilisation des ressources)	Commune	5	X	X	X	X	X	Commune, comités de gestion - STD, Partenaires
Appuyer la formation du conseil local de la jeunesse et les organisations de jeunesse (leadership, GAF, formations aux métiers porteurs, etc.)	Commune	5	X	X	X	X	X	Maire, conseil municipal des enfants, ASC, CLJ

appuyer la formation des organisations paysannes et pastorales (GAF, techniques de compostage, cultures fourragères conservation et transformation des produits, esprit d'entreprise)	Commune	5	X	X	X	X	X	Commune et membres OP – Services techniques - Partenaires
Appuyer la formation des chefs de village (rôles et responsabilités)	Commune	5		X	X	X	X	Commune et collectif chefs de village

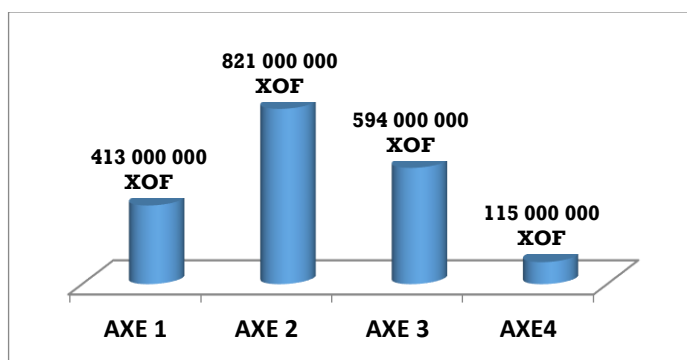
OS 3 : DÉVELOPPER L'INTERCOMMUNALITÉ ET LE PARTENARIAT LOCAL

Développer le jumelage avec des communes extérieures	Commune	PM	X	X	X	X	X	Maire, conseil municipal et communes extérieures - Partenaires
Former les élus et le secrétaire municipal sur la coopération décentralisée	Siège de la commune	7,5	X	X	X	X	X	Maire, conseil municipal - Partenaires

Promouvoir des séances de plaidoyers entre le conseil municipal et la diaspora	Commune et Extérieur	PM	X	X	X	X	X	Maire, Commune, Collectif des émigrés
Trouver des points focaux dans chaque pays.	Extérieur	PM	X	X	X	X	X	Commune, Collectif des émigrés
TOTAL PROGRAMME AXE IV		115						

6.7. Programme d'investissement

Face aux multiples contraintes identifiées, la commune de Djibanar ambitionne de mobiliser une enveloppe financière estimative de 1 943 000 000 FCFA pour assoir les bases du développement de son territoire. Comme l'indique le graphique, les axes 2 et 3 représentent 73% des investissements



contre 27% pour les axes 1 et 4. Le budget global annuel pour la mise en œuvre du PDC est de 388 600 000 FCFA soit une contrepartie financière de la commune de 38 860 000 FCFA si celle-ci est fixée à 10%

7. MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION

7.1. Mécanismes de mise en œuvre du PDC

Au cours de la phase de mise en œuvre du PDC, le Conseil Municipal met en place les dispositions institutionnelles, élabore chaque année le Programme annuel d'investissement, effectue la programmation financière, mobilise les ressources, met en place les mesures d'accompagnement et exécute les activités planifiées.

7.2. L'Objectif

L'objectif de cette phase est de réaliser les plans opérationnels annuels, mobiliser les ressources financières et exécuter les activités prévues et planifiées en vue de la satisfaction des besoins de la population.

7.2.1. Les Produits /résultats

Au cours de la mise en œuvre, les produits attendus sont :

- Les dispositions institutionnelles de mise en œuvre sont prises
- Le Programme annuel d'investissement est élaboré
- Le Plan de financement annuel élaboré et les ressources financières mobilisées.

7.2.2. Les Outils.

Les outils nécessaires pour la phase de la mise en œuvre du PDC sont:

- La fiche prévisionnelle annuelle des besoins en financement et appui technique,
- La fiche de description succincte de projets,
- Les ateliers, les réunions, les tables rondes, les cadres de concertations

7.2.3. Les Acteurs clés

Les acteurs clés impliqués dans la mise en œuvre du PDC sont :

- Le Maire,
- Le Conseil Municipal,
- Le cadre de concertation
- L'ARD
- Les services déconcentrés de l'Etat,
- Les ONG et Projets intervenant dans la Commune, etc.

7.3. Le Suivi-Évaluation

Le suivi portera sur le déroulement des différentes activités et projets du PDC. Le suivi consistera à surveiller le niveau d'exécution de chaque projet pour s'assurer de son harmonisation avec le plan mais aussi de détecter les anomalies et difficultés éventuelles en vue de les résoudre. Il s'agira, plus spécifiquement de mesurer dans le cadre de la GAR les performances et le degré d'atteinte des résultats escomptés. L'évaluation permettra de mieux dimensionner les PDC à venir pour avoir un taux de réalisation satisfaisant. D'une manière opérationnelle, elle pourrait porter sur :

- le taux de réalisation physique et financière du PDC
- le nombre de projets hors plan
- les financements sur fonds propres
- les financements des partenaires, etc.

Afin de suivre et d'évaluer la mise en œuvre effective du PDC, le Maire à travers le cadre de concertation communal dont il préside :

- Met en place un dispositif de suivi des projets et programmes,
- Assure périodiquement le suivi de la réalisation des projets
- Elabore un bilan annuel et
- Procède à l'évaluation annuelle, à mi-parcours (30 mois après l'approbation du PDC) et à l'évaluation ex-post.

7.3.1. L'Objectif

L'objectif du suivi-évaluation est de mesurer les progrès réalisés lors de la mise en œuvre et de procéder aux ajustements nécessaires en vue d'atteindre les performances prévues au dans le PDC.

7.3.2. Les produits /résultats attendus

Les principaux produits attendus au terme de cette phase sont :

- Une base de données sur la réalisation des activités planifiées au PDC est disponible et régulièrement mise à jour
- Une table d'indicateurs référentiels, intermédiaires et finaux est élaboré
- Le bilan annuel est régulièrement effectué
- Les évaluations prévues sont effectuées

7.3.3. Les Outils.

Les principaux outils nécessaires pour le suivi-évaluation sont : le PAI, le bilan annuel, les visites et enquêtes, la base de données avec les différents indicateurs.